

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2386 - JEUDI 20 AOÛT 2015

GOUVERNEMENT

Des priorités pour
Thierry Mougalla
et Bienvenu Okiemy

La Communication pour le premier et la Culture et arts pour le second, les ministres Thierry Mougalla et Bienvenu Okiemy ont officiellement pris leurs nouvelles fonctions hier. Bien que s'inscrivant dans la continuité des actions de leurs prédécesseurs, chacun s'est fixé certaines priorités et des défis en vue d'un meilleur fonctionnement de leurs administrations respectives, sans oublier les défis qui les attendent pour accomplir leurs missions. « Il y a entre autres le passage à la télévision numérique terrestre pour la communication et le renforcement des capacités professionnelles des journalistes, techniciens et tous ceux qui font la richesse du secteur de la communication à travers des formations nécessaires », a notamment déclaré Thierry Mougalla. [Page 11](#)



Les ministres Thierry Mougalla et Bienvenu Okiemy se sont passé le témoin hier

COMMERCE

Les douanes africaines veulent harmoniser leurs vues

En conclave à Brazzaville, dans le but de faciliter la coopération entre leurs agences transfrontalières, les experts des douanes de l'Union Africaine envisagent la mise en œuvre des mécanismes communs pour promouvoir la circulation des personnes et des biens à

travers des méthodes qui encouragent la coopération entre différentes agences. « Ce forum est une occasion de débattre des questions aussi pertinentes que stratégiques de la facilitation du commerce en Afrique. Il est le signe de la détermination incontestable de notre

institution à mettre en œuvre le plan d'action approuvé par les chefs d'État lors de leur 18ème conférence », a précisé Alfred Onanga en sa qualité de président en exercice du sous-comité des directeurs de douanes de l'Union Africaine. [Page 3](#)

EMPLOIS

La CIB fait de la place
aux autochtones

Dans les départements de la Sangha et la Likouala où elle mène ses activités, la Congolaise industrielle de bois (CIB) s'est fait remarquer, entre autres, par une juste place faite aux autochtones dans les recrutements du personnel. « Nous avons aujourd'hui dans nos effectifs 47 autochtones qui sont en contrats à durée indéterminée et deux en contrats à durée déterminée. À côté, il y a nos sous-traitants qui utilisent aussi des autochtones », indiquait le secrétaire général de la société, Grégoire Kouffa,



Des autochtones engagés comme communicateurs sociaux par la CIB

à l'occasion de la récente visite de la ministre des Affaires sociales, Émilienne Raoul, à Pokola. Ce volet s'ajoute à bien d'autres actions et prestations

en faveur des communautés, dénotant de la responsabilité sociale de l'entreprise, conformément au cahier de charges. [Page 9](#)

TRANSPORT AÉRIEN

ECAir plaide pour
une réduction des taxes
aéroportuaires

Au cours d'un entretien avec la présidente de la Commission de l'Union Africaine, Nkosana Dlamini Zuma, la directrice générale de la Compagnie aérienne congolaise (ECAir), Fatima Beyina Moussa, en sa qualité de présidente de l'Association des compagnies aériennes d'Afrique, a plaidé pour une réduction des taxes et frais aéroportuaires. « Les taxes, charges et frais aéroportuaires excessifs, en plus du déficit infrastructurel et le coût élevé du carburant sont des défis majeurs auxquels les compagnies aériennes africaines font face », a précisé la directrice générale d'ECAir qui en appelle à la mise en œuvre de la politique de libéralisation des marchés du transport aérien adoptée en 1999 par l'UA. [Page 9](#)

Explosion du 4 mars
Les habitants des quartiers 54 et 59
réclament la reconstruction de leurs
habitations par l'État

Page 7

Musique

Le groupe Ndima de retour après
une tournée en Europe et Asie

Page 11

ÉDITORIAL

Vitrine

Page 2

ÉDITORIAL

Vitrine

Même si l'accès aux différents chantiers reste interdit aux simples citoyens, les travaux qui se déroulent chez nous, le long du majestueux fleuve Congo, donne dès à présent une idée exacte de la révolution qui se prépare à Brazzaville, révolution dont les prochains Jeux africains dévoileront publiquement l'ampleur.

S'étirant des hauteurs de Baongo jusqu'aux collines de Kintélé, à quelque trente kilomètres de là, la voie rapide en construction bouleversera, à coup sûr, la vie des habitants de la capitale. Elle fera, en effet, sauter l'un des verrous qui rendaient difficile, sinon même impossible à certaines heures de la journée, la liaison entre les quartiers nord et sud de la capitale ; mais elle projettera aussi du Congo l'image d'un pays dynamique, ouvert, capable de se doter des moyens de communication les plus modernes comme en témoignent l'imposant viaduc qui surplombe le fleuve près du palais présidentiel ou l'autoroute permettant de relier en quelques minutes Kintélé et Ngamakosso au centre ville. Elle sera en quelque sorte la vitrine du Congo moderne.

De la même façon que la construction du nouvel aéroport de Maya-Maya a doté Brazzaville d'un hub ultramoderne qui sera demain l'une des plaque-tournantes de cette partie de l'Afrique, de même la voie routière en construction sur les rives du Congo deviendra vite l'une des artères les plus fréquentées, les plus attirantes du continent. Sans doute ne résoudra-t-elle pas tous les problèmes que pose aux Brazzavillois l'étendue de leur cité, mais elle facilitera considérablement leur vie et deviendra l'un des emblèmes du pays.

À ceux qui prétendent que rien ne bouge au Congo, nous ne saurions trop conseiller de faire ce que nous avons fait nous-mêmes avant d'écrire ces quelques lignes : parcourir la longue et belle avenue qui, dans quelques semaines, verra affluer vers elle des centaines de milliers de citoyens plus ou moins pressés, de touristes en quête d'émotions fortes, de rêveurs et de poètes. Ils comprendront alors que Brazzaville est sur le point de franchir une étape décisive sur la voie de la modernité et que, demain, la grande cité figurera parmi les capitales les plus attirantes du continent. Peut-être alors conviendront-ils que l'argent du peuple congolais a été mieux géré qu'ils ne cessent de le dire.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

La JCAP appelle au respect de l'ordre constitutionnel

À la faveur d'une conférence de presse qu'elle a animée le 17 août à Brazzaville, la Jeunesse du congrès africain pour le progrès (JCAP) a réitéré son engagement aux côtés des autres forces qui luttent pour le respect de l'ordre constitutionnel et a appelé, par la même occasion, les jeunes à se mobiliser afin de mettre fin à tout ce qui « empêche le développement du pays »

« Nous rappelons aux uns et

aux autres que nous sommes un pays démocratique et la démocratie se fonde sur la vitalité des institutions et sur le respect de l'ordre constitutionnel qui permet le gouvernement des nations », a déclaré le président de cette organisation juvénile, Jean Bruno Mboundou avant d'ajouter, « l'actuel président de la République a prêté serment sur la constitution ».

Réagissant au discours du chef

de l'Etat du 12 août dernier devant le parlement réuni en congrès, la Jeunesse du congrès africain pour le progrès a dit n'avoir rien trouvé de réel et de concret dans celui-ci. Pour la JCAP, le chef de l'Etat n'a fait que l'apologie de ses réalisations sur trente-deux ans de pouvoir alors qu'il devait plutôt dire le grand challenge économique qu'il a fait gagner au pays.

Jean Jacques Koumbema

RENCONTRE CITOYENNE

Albert Bobéka fait un pont entre son poème « Mon pas » et l'actualité politique nationale

Le poète congolais sorti de l'ombre grâce à ses textes sélectionnés dans « Nouvelles voix de la poésie congolaise » de Bivenu Boudimbu, publié aux éditions Hemar en 2012, a récemment dévoilé sa vision devant des jeunes de Talangai, dans le 6^e arrondissement de Brazzaville.

Dans cette anthologie de 256 pages, une trentaine d'auteurs ont été choisis parmi lesquels Albert Bobéka « Fontaine » qui a pu se faire une place avec notamment : *Destinée ; Etatolo ; la Vie ; Mon art ; Mon pas*. En effet, il propose une poésie à l'impératif pour conjurer le mauvais temps et les mauvaises passes de sa vie. Il implore aussi le soutien de ses modèles pour réussir dans cet art. Analysant l'actualité politique nationale dominée par le débat sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002, le membre de l'Union nationale des écrivains, artistes et artisans congolais (UNEAC) assimile son inspiration à la position actuelle du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. « Mon pas, c'est ma décision. Le chef de l'Etat a pris la décision d'initier des consultations nationales avant d'aller au dialogue. Il a marqué son pas en invitant les acteurs politiques et la société civile. Il les a écoutés, certains ont refusé ce que nous assimilons à



une difficulté. Malgré cela, le président a organisé ces rencontres. Ce qui renvoie à « je dois dévorer à coup sec », faisant allusion à la 2^e ligne de son poème.

Et d'ajouter : « Quelles que soient les difficultés, il a convoqué le dialogue national sans exclusive de Sibiti, en observant ce qui se passe sans agitation. Très bientôt il convoquera peut-être le référendum constitutionnel, c'est donc à lui de décider. J'ai essayé de voir le lien avec mon poème, je me suis dit que cela marche. En dépit du refus de l'opposition, le président est déterminé à aller jusqu'au bout de la procédure engagée », a analysé Albert Bobéka. Selon l'orateur, sa communication est aussi une invite aux jeunes de Talangai pour accompagner les efforts du chef de l'Etat dans la modernisation du pays. « Lorsque je dis dans ce monde endormi, il s'agit de la paix que nous devons

toujours préserver. Quand le chef de l'Etat fournit ses efforts, il le fait toujours au nom de la paix, il sait comment poser ses pieds pour que tout se passe dans le calme. Ce qui s'est matérialisé pendant les consultations nationales et le dialogue national de Sibiti. Il a déjà marqué le pas et continue à le faire avec une grande réussite. Nous devons soutenir ses actions et être derrière lui », a-t-il poursuivi.

Qui est Albert Bobéka « Fontaine » ?

Né le 1^{er} janvier 1958 à Bombé-Mosaka, Albert Bobéka « Fontaine » est bibliothécaire de formation. Musicologue, animateur culturel. Il a enseigné la musique à l'École normale des instituteurs de Brazzaville. Très engagé dans la vie associative, il est membre de l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (ACAP). Revenant sur le vrai sens de *Mon pas*, il a indiqué que ce poème peut être diversement traduit sur les plans politique, culturel, économique et social. « Dans un premier pas, c'est de louer d'abord mon effort culturel. Lorsque je dis que j'ai déjà marqué mon pas : on m'a déjà édité, je ne dois plus reculer, je dois donc continuer à écrire pour que les gens me lisent », a-t-il expliqué.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bivenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Mauokani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COMMERCE TRANSFRONTALIER

Les douanes africaines veulent harmoniser leurs vues

Les experts des douanes de l'Union africaine (UA) se réunissent à Brazzaville du 19 au 21 août, pour réfléchir sur des méthodes moins coûteuses de transaction, qui visent à faciliter la coopération entre agences transfrontalières.

Le forum qui se tient sur le thème « la mise en œuvre de la facilitation du commerce en Afrique », a pour objectif de promouvoir la circulation des personnes et des marchandises. Le secteur de la douane dans l'espace de l'UA est entre autres confronté au manque de volonté politique et à l'insuffisance des capacités techniques et financières.

Les participants sont également appelés à identifier les méthodes pouvant permettre de réduire les coûts de transaction et d'encourager la coopération entre les

différentes agences frontalières. Ouvrant les travaux, le ministre d'Etat, ministre du travail et de la sécurité sociale Florent Nt-siba, représentant le ministre Gilbert Ondongo en charge de l'Economie et des finances, a invité les participants à déterminer les meilleures conditions et modalités qui contribueront à la modernisation et à l'efficacité des services douaniers dans leurs articulations avec la facilitation du commerce au sein du continent.

« Ce forum est l'une des pre-

mières réponses à notre questionnement sur l'importance de la coopération entre les Etats membres de l'UA. Il s'agit en effet, d'amplifier la portée de la concertation au moment où la réflexion sur la facilitation du commerce en Afrique prend un tournant décisif », a-t-il déclaré.

Le directeur général des douanes et des droits indirects, Jean Alfred Onanga, a quant à lui insisté sur l'importance de cette rencontre intra-africain. Ainsi, a-t-il indiqué : « Cette occasion

qui débat des questions aussi pertinentes que stratégiques de la facilitation du commerce en Afrique, est le signe de la détermination incontestable de notre institution, à mettre en œuvre le plan d'action approuvé par les chefs d'Etat lors de leur 18^e conférence ».

Jean Alfred Onanga a ensuite ajouté, « les douanes africaines représentent un maillon important dans la mise en œuvre de la facilitation du commerce en Afrique, continent au cœur des transactions transfrontalières ».

Intervenant à cette occasion, le directeur par intérim du Commerce de l'UA, Hussen Hassan

a relevé que la libre circulation transfrontalière favorisera non seulement le développement économique des Etats mais, elle améliorera aussi les conditions de vie des populations vivant dans la pauvreté.

Rappelons que c'est dans l'optique d'émerger vers une zone de libre-échange continentale d'ici 2017 que les pays africains avaient, à l'issue du sommet de l'UA et de la 9^e conférence de l'Organisation mondiale du commerce tenue en 2013, souscrit aux enjeux sur la facilitation des échanges, en mettant un accent particulier sur l'intensification du commerce intra-africain.

Lopelle Mboussa Gassia

Une conférence internationale sur les guichets uniques en octobre

Plus de 500 délégués sont attendus à Brazzaville à la faveur de la 4^{ème} édition de la conférence internationale sur les guichets uniques. Les professionnels, les experts du commerce international, les acteurs de la logistique, les ministères techniques, les chercheurs, bailleurs de fonds et autres organismes échangeront une fois de plus sur la facilitation du commerce en Afrique.

Le président du comité d'organisation de la conférence, directeur général du Guichet unique des opérations transfrontalières (GUOT), Eugène Rufin Bouya, l'a annoncée le 11 août, en lançant officiellement la campagne de communication sur l'évènement.

La Conférence se déroulera du 5 au 7 octobre et sera organisée par l'Alliance Africaine pour le commerce électronique et le GUOT, en partenariat avec la commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Le thème pour la 4^{ème} édition ; Mise en œuvre des Accords de Bali : quelle contribution des guichets uniques ?

« Cet évènement de portée internationale qu'abrite le Congo, rehausse non seulement le prestige de notre pays en tant que destination des affaires mais éclaire davantage à la lumière des investissements consentis (...) son ambition de devenir le hub des échanges commerciaux en Afrique centrale et des grands lacs », a détaillé Eugène Rufin Bouya.

A travers cette campagne, le GUOT vise à informer un grand nombre de gens sur les enjeux de cette conférence. Le comité d'organisation utilise déjà plusieurs canaux de communication, dont le site internet du GUOT, les réseaux sociaux, les spots publicitaires, les banderoles ainsi que les affiches.

Autour de cet évènement de portée mondiale, les entreprises congolaises sont invitées à fédérer. Il s'ouvre sur des opportunités d'affaires et met en évidence le rôle important que les guichets uniques jouent dans le cadre de la facilitation du commerce extérieur.

Les guichets uniques ont une part de choix grâce aux progrès et innovations technologiques. « Il est aujourd'hui possible de donner une autre vie à l'ensemble des documents usités dans les échanges commerciaux internationaux. Ceci par leur dématérialisation, leur simplification et leur mise à disposition en ligne pour en faire profiter les acteurs du commerce international », a expliqué le président du comité d'organisation.

Le choix du thème l'indique clairement. En dépit de ce que le Congo n'ait pas ratifié encore les accords de Bali, les accords de l'Organisation mondiale du commerce sur la facilitation des échanges, dit paquet de Bali, est un ensemble de mesures adoptées dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services.

Les assises de Brazzaville se focaliseront sur le premier axe des accords de Bali : la facilitation des échanges commerciaux (les mesures prises visent à réduire la bureaucratie aux frontières). Les participants devront identifier les accords pour lesquels les guichets uniques peuvent contribuer à la mise en œuvre et à en définir les contours.

Nancy France Loutoumba

ENTREPRENEURIAT

Leonidas Mottom plaide pour le concept « La Sangha économique »

Le président de l'association Idée rêve pour le développement de la Sangha clame le développement de la Sangha en donnant un écho à travers les effets induits de gros projets de la municipalisation de la Sangha.

Interrogé par *Les Dépêches de Brazzaville*, après les festivités du 55^e anniversaire de l'accession du Congo à l'indépendance, Leonidas Mottom, a affirmé le 18 août à Brazzaville, que le plus dur reste à faire. Ainsi, s'appuyant sur son concept Sangha économique, ce Congolais de la diaspora, natif de Ouessou, pense qu'il est temps de poser une bonne réflexion. Les autorités locales devraient prendre le relais de ce qui est amorcé en associant les associations de développement, pour que l'impact des investissements soit réel au sein de la population.

« C'est à nous associations et élus locaux de prendre le temps d'expliquer aux populations le rôle d'un barrage électrique tel celui de Liouesso. Outre le fait de donner de l'électricité aux populations, il y a des effets induits qui découlent de la disponibilité de l'énergie », a-t-il déclaré.

Leonidas Mottom, donnant du contenu à la Sangha économique, indique que c'est un mode de penser et d'agir, par exemple, en mettant en avant la route Brazzaville-Ouessou ; et s'organiser afin que le barrage de Shollet devienne une réalité.

« La Sangha économique », c'est tout mettre en œuvre, faire pression, organiser des lobbying pour que le corridor numéro 13 (qui partira de Ouessou, en passant par la Likouala jusqu'à la République centrafricaine), soit construit. Nous allons récupérer la plus-value de la RCA et même du Soudan. Car cette route est plus profitable au Congo que celle en cours de réalisation (Ouessou-Sembe-Souanké-Keta Djoum) qui sert plus aux Came-



rounais », s'est-il justifié.

En effet, 90% des marchandises qui traversent la Sangha proviennent du Cameroun. Les propriétaires des véhicules qui utilisent cette voie sont aussi Camerounais. Ces derniers sont mieux organisés que les Congolais dans le domaine agricole et autres mais n'ont pas de plus-value.

« La Sangha économique » c'est la construction d'Eco-oil, le lancement des pépinières de cacao. Il est temps que les ressortissants de la Sangha s'organisent pour parler de la Sangha de demain. Le vrai sujet est comment construire ce département échelonné sur plusieurs années? Nous devons venir en appui des institutions de la République. Voilà ce qui va changer la vie des gens », a précisé le président de l'Association Idée rêve pour le développement de la Sangha.

Le défi de la formation se présente

Aussi, le défi de la formation se présente, dans le cas de l'intégration sous-régionale, à travers la construction des routes d'accès. Les jeunes de Souanké sont moins privilégiés par manque de qualification par rapport aux Camerounais. « Nous insistons sur le fait de réfléchir sur les effets induits des travaux de la municipalisation, de telle sorte que les jeunes du département de la Sangha soient au rendez-vous du 21^{ème} siècle. Répondre à ce rendez-vous né-

cessite des formations de pointe pour être au pas », propose Léonidas Mottom.

Pour lier la parole à l'acte, Idée Rêve développement pour la Sangha avait mis en place un calendrier dès sa création en 2013, assorti d'un certain nombre d'activités. Avec l'aide de ses partenaires tant publics que privés, l'association affirme avoir atteint, en totalité, ses objectifs.

Pour sa contribution à la municipalisation de la Sangha, l'association a posé des actes concrets et pratiques. On peut, entre autres, citer : en mars, la formation de 240 femmes sur les beabas de l'entrepreneuriat et qui, profitant de la foire, ont exposé leur savoir-faire culinaire, artistique et autres. Une autre formation de 15 jeunes dans le métier du bois, dont deux d'entre eux ont été recrutés et puis, à l'actif, celle des jeunes filles dans le domaine de l'hôtellerie et la restauration. Elles ont été placées dans les hôtels et restaurants du département. Actives pendant les festivités, car, détentrices d'un certificat, elles sont maintenant outillées et peuvent postuler pour des grands hôtels et restaurants à Brazzaville.

« Ces jeunes ont pu fabriquer des bancs, tables-bancs d'une durée de vie de plus de 30 ans. Nous n'avons pas à dépenser des milliards pour des tables-bancs alors que nous avons du bois et notre pays regorge des petites et moyennes entreprises à encourager », s'est réjoui le promoteur.

Pour l'association idée rêve développement pour la Sangha qui réfléchit sur des questions socio-économiques, la formation est son cheval de bataille. Cependant, elle envisage des projets d'unité au cours desquels, il s'agira de rassembler la population autour des jeux ludiques, tels le scrabble, le jeu de dame (puissant en terme de réflexion), afin de créer une certaine convivialité entre les aînés et les plus jeunes.

N. F.L.



La délégation de l'Union européenne en République du Congo va procéder au cours du mois d'octobre 2015 au recrutement de **deux assistants techniques (AT) pour le renforcement des capacités des acteurs non étatiques et des autorités locales congolaises** dans les domaines suivants: « **gouvernance, développement économique, secteurs sociaux, développement durable** ».

Objet du marché

Les principales activités des assistants techniques sont :

- Formation
- Diffusion d'Informations et Consultations
- Supervision et accompagnement des projets
- Analyses relatives à la société civile

La procédure de recrutement est constituée en deux lots distincts, donnant lieu à la passation de deux contrats séparés (sauf cas particulier cf. paragraphe « participation et éligibilité »).

Le lot 1 couvre les domaines « gouvernance, développement économique et secteurs sociaux ».

Le lot 2 couvre le domaine « développement durable », qui comprend développement rural, eau et assainissement, ressources naturelles.

Les activités sont identiques pour les deux lots.

Démarrage prévu des contrats : mars et juin 2016 pour une durée indicative d'environ 18 mois.

Durée du contrat : chaque contrat aura une durée minimale d'environ 18 mois (tranche ferme), qui pourra être suivie d'une durée additionnelle de 18 mois environ (tranche conditionnelle). Cette tranche conditionnelle est sujette à la disponibilité d'un financement additionnel et à la qualité des prestations délivrées pendant la tranche ferme.

Lieu de travail : Brazzaville, avec prestations sur

APPEL A CANDIDATURES

l'ensemble du territoire du Congo

Principaux éléments de la procédure de recrutement et critères de présélection

Procédure de recrutement : négociée concurrentielle.
Phase 1 : présélection d'au minimum trois et au maximum huit candidats (pour chaque lot) répondant aux critères minimum.

Phase 2 : envoi aux seuls candidats présélectionnés des dossiers d'appel d'offres (DAO) incluant les Termes de Références (TdR), puis remise des offres par les candidats. Sélection de deux des soumissionnaires sur la base de leur offre.

Participation et éligibilité :

La participation à la procédure de recrutement est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales établies dans un Etat Membre de l'Union européenne ou dans un pays ou territoire des régions couvertes et/ou autorisées par les bases légales spécifiques applicables au programme au titre duquel le marché est financé (Pays ACP.)

L'évaluation des candidatures se fera par lot sur la base des CV d'expert proposé indistinctement par les personnes physiques ou morales.

Pour chaque lot, un contrat de services sera signé avec le candidat individuel retenu ou avec la personne morale ayant présenté le candidat retenu. Dans le cas où le candidat retenu pour chacun des lots a été présenté par la même personne morale, un seul contrat pourra être passé avec cette personne morale.

Les personnes morales sont invitées à présenter au maximum un curriculum vitae par lot ainsi que les références de la société. En cas de dépassement de ce maximum, elles encourent le risque d'exclusion de toutes les candidatures qu'elles auront présentées. L'évaluation se fera par lot sur la base du seul CV d'expert proposé par

la personne morale.

Les personnes physiques ne peuvent présenter leur candidature que pour un lot. En cas de dépassement de ce maximum, elles encourent le risque d'exclusion de toutes leurs candidatures.

Date limite d'envoi des candidatures

Les candidatures doivent être envoyées à l'adresse suivante: amparo.moreno-sebastia@eeas.europa.eu AVANT LE 21 SEPTEMBRE 2015 à 12 HEURES.

Profil recherché :

•Qualifications et compétences

•Minimum requis

Diplôme universitaire de niveau minimum Master 2 dans un domaine pertinent par rapport à la nature des activités et des domaines couverts. A défaut, diplôme universitaire de niveau Licence et expérience professionnelle pertinente d'au moins cinq ans.

Excellent niveau de français écrit et oral.

Compétences en communication et / ou en pédagogie serait un atout.

•Expérience professionnelle

•Minimum requis

Expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans le cadre de l'aide au développement dans un pays en voie de développement

Expérience professionnelle d'au moins 1 an au sein d'une Organisation de la Société Civile (OSC) ou en soutien direct d'une OSC

Expérience professionnelle dans le domaine du renforcement des capacités des organisations de la société civile/autorités locales dans des pays en voie de développement serait un atout.

Connaissance des procédures UE serait un atout

VENTE PUBLIQUE

L'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique porte à la connaissance du public qu'elle organise une vente aux enchères spéciale le samedi 22Aout 2015 dans l'enceinte de son entrepôt sis, rue Léon Jacob en face de la société Afric à Mpila. La vente commencera à 9h00.

Les biens suivants seront mis en vente:

- Des meubles de maison et de bureau
- Des appareils électroménagers
- Des ordinateurs et imprimantes
- Des aspirateurs
- 1 Chevrolet Suburban automatique
- 1 Groupe électrogène, marque Olympia, 20 KVA
- 1 bateau avec remorque

Toutes les personnes intéressées sont priées de se rendre au lieu indiqué ci-dessus, le Jeudi 20/08/2015 et Vendredi 21/08/2015 de 9H00 à 16H pour visiter les articles et prendre connaissance des conditions de vente.

N.B. Tous les participants devront passer par le contrôle de sécurité pour avoir accès au lieu de la vente

Mode de paiement: EN ESPECES SUR PLACE!!!

SOYEZ LES BIENVENUS

Le Centre culturel russe de Brazzaville, Le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire et le groupe des Universités d'Etat russes - membres de l'association RACUS vous invitent à



ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Pétrole et gaz; Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Sciences économiques; Management; Logistique; Finance et crédit; Banque; Comptabilité et audit; Electrotechnique; Télécommunications; Mécanique; Radiophysique et électronique; Génie civil; Informatique; Droit; Relations internationales; Sciences sociales; Ecologie; Agriculture; Chimie; Biologie etc.

**Frais d'études et d'hébergement:
de 2000 à 3500
dollars américains par an**

plus de 20 meilleures universités
et plus de 500 filières médicales,
techniques, économiques et
humaines.

**LES INSCRIPTIONS
SONT OUVERTES!**

WWW.EDURUSSIA.RU

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire

Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918
E-mail : rusconsul.cg@yandex.ru

à Brazzaville

Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95
E-mail: racuscongo@yahoo.fr

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Le vote, souvent considéré comme la procédure démocratique par excellence, a pu être domestiqué... jusqu'à devenir un simple rituel électoral dépourvu de toute potentialité d'expression et de contestation pour les peuples qui en font usage. »

Mamadou Diouf, historien sénégalais, School of International and Public Affairs de l'université de Columbia (New York) et Jean-Pierre Dozon, anthropologue, L'Afrique des idées.

« Les maîtres du monde n'aiment pas le changement, donc si vous choisissez de maintenir contre vents et marées que quelque chose d'autre est possible, on va vous faire savoir par tous les moyens que c'est faux. »

Alain Badiou, philosophe et professeur à l'École normale supérieure (France), Le monde, 14 août 2015.

« Le terrorisme n'est pas l'affaire de malchanceux géographiques, c'est l'affaire de germes à l'affût d'une brèche de chaos géopolitique, c'est l'affaire de terreau de frustration et de fanatisme. Toutes choses que les États du continent cultivent abondamment. »

Elgas, Article initialement sur www.ajonews.info, L'Afrique des idées.

« Avec l'augmentation des inégalités dans les économies développées ou en voie de développement, le capitalisme approche, au mieux, de sa fin, au pire de grands bouleversements sociaux et du chaos. Sa transformation est impérative. »

Tony Elumelu, président de Heirs Holdings et de la Fondation Tony Elumelu, Jeune Afrique, 13 août 2015.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Des acteurs congolais réfléchissent sur la protection de leurs œuvres

Une quarantaine de cadres du ministère de développement industriel, d'opérateurs économiques et inventeurs congolais, ont pris part, dernièrement, à Brazzaville, à une réunion d'information et de sensibilisation sur la protection internationale des marques.

Avec l'essor du secteur privé au Congo et notamment des petites et moyennes entreprises, les entrepreneurs congolais font désormais face à une concurrence sans précédent. Ainsi, l'objectif de la rencontre est une occasion d'informer et de sensibiliser les inventeurs et opérateurs économiques congolais sur la nécessité d'enregistrer et de protéger les signes distinctifs attachés à leurs activités industrielle, commerciale et artisanale à savoir, la marque, le logo, le nom commercial ou la couleur.

Selon la directrice de l'antenne nationale de propriété industrielle (ANPI), Bernadette Oniangue, ces actions permettent de lutter contre les contrefaçons, la concurrence déloyale, la fuite des investisseurs étrangers et le manque à gagner pour l'administration fiscale. « C'est aussi l'usage de ces signes qui permettent de rendre la concurrence entre opérateurs éco-

nomiques loyale permettant un commerce stable. », a-t-elle indiqué.

Ces échanges, combien fructueux, ont permis aux participants de comprendre la procédure d'enregistrement des marques et noms commerciaux, au niveau national et international à l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) via l'antenne nationale de Brazzaville. « Les avantages liés à l'inscription des marques commerciales sont nombreux, puisque toute la procédure est simplifiée. Pour un enregistrement international, c'est l'OAPI qui se charge de transmettre le dossier au bureau de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Cette simplification réduit enfin le coût financier », a rassuré Koussiam-Gouadi-Bouzimou de l'Uni-Congo.

Parmi les préoccupations de l'assistance, figuraient le montant de l'enregistrement et de renouvelle-

ment des marques et noms commerciaux. Les participants ont, par ailleurs, évoqué des conditions jugées difficiles à remplir par nombreux d'entre eux, ne disposant pas des chiffres d'affaires concurrents. « Toutes les grandes marques que nous connaissons aujourd'hui, ont commencé petit. C'est à vous de donner de la valeur à votre marque », a répondu Koussiam-Gouadi-Bouzimou. Le chef de service juridique à la direction de l'ANPI, Vincent Ferrier Mayoke, réagit : « les dispositions sont applicables dans les 17 pays membres de l'OAPI signataires de l'accord de Bangui du 2 mars 1977. Par ailleurs, le gouvernement offre une autre possibilité aux entrepreneurs congolais, en subventionnant; de moitié, l'inscription du nom commercial de leurs business tels que les hôtels, sociétés de transport urbain, boutiques et bien d'autres services. Une campagne de sensibilisation a déjà commencé notamment à Oyo, Pointe-Noire, Brazzaville et va s'étendre sur l'ensemble du pays »

Fiacre Kombo

NTIC

La société Aitech-Congo propose une rentrée scolaire high-tech

Avec son application « Alerte Parent » destinée à suivre la réussite scolaire de l'enfant grâce aux SMS, Jean Bruno Pissa, directeur général d'Aitech-Congo, une société d'informatique et de technologies, offre une rentrée scolaire 2015-2016 toute numérique, une occasion qui a déjà servi plusieurs écoles abonnés aux logiciels.

L'application « Alerte Parent » fondée dans le cloud sms est une innovation qui consolide la relation communicationnelle Ecole-Parent d'élève. Le but est de suivre, à partir du téléphone et via SMS, la vie scolaire de l'enfant.

La relation Ecole-parent d'élève n'est toujours pas fluide et efficace. « Parce qu'il manque de moyens actifs pour assurer une meilleure communication, le suivi scolaire de l'enfant et l'implication immédiate aux préoccupations annoncées par l'école rencontrent une lenteur », explique Jean Bruno Pissa. Grâce à « Alerte Parent » consti-

tué d'équipement informatiques et télécoms installées dans l'administration de l'école, l'interactivité sera créée. La communication instantanée avec l'école est réelle ainsi que le suivi spontané de l'enfant. « A partir du téléphone, le parent communique avec l'école via SMS. Il reçoit les notes et les moyennes des devoirs et examens. Il est informé des absences et retards de l'enfant », commente le directeur général d'Aitech-Congo.

Avec ce logiciel, le parent peut aussi informer l'école du retard de l'enfant ou de son absence. « Chez l'enfant, le système installe sans doute un comportement responsable », assure Jean Bruno Pissa. Chaque mois le parent d'élève reçoit sur papier l'impression de toutes les communications SMS de la période dans un pli fermé.

Les écoles pilotes qui ont expérimenté Alerte Parent, à l'ins-



Jean Bruno Pissa lors d'une émission sur les TIC tar de Notre Dame du Rosaire, ont été satisfaites des résultats scolaires des élèves, soutient Aitech-Congo. La solution créée en 2013 est disponible et la version d'essai ou smart peut aider à évaluer le programme et à décider en 30 jours. A l'heure où les TIC doivent nécessairement contribuer au développement de l'éducation, l'application peut être comptée comme une contribution essentielle. Reste sa vulgarisation!

Quentin Loubou

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

| INTITULE DE LA FORMATION | DUREE | PERIODE |
|--|---------|--------------------------------|
| Négociation commerciale : les 6 étapes gagnantes | 3 jours | 2 au 4 septembre 2015 |
| Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements | 4 jours | 7 au 10 septembre 2015 |
| Gestion comptable et financière des projets et programmes | 5 jours | 14 au 18 septembre 2015 |
| Etude d'impact environnemental et social des projets | 5 jours | 21 au 25 septembre 2015 |
| Gestion axée sur les résultats et indicateurs de performance | 5 jours | 28 septembre au 2 octobre 2015 |

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE



COOPÉRATION CONGO - UNION EUROPÉENNE



LE PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES ET ENTREPRENEURIALES (PRCCE)

EN PARTENARIAT AVEC:



FEDERATION DES MUCODEC
Mairies Congolaises d'Épargne et de Crédit

A MIS EN PLACE



LCB Bank
L'ÉCLAIRÉ BRASSERIE

LE CHÈQUE SERVICE

PLUS DE
92%
DE PRISE EN CHARGE
PAR L'U.E.





DIRIGEANTS DE TPE/PME/PMI, CRÉATEURS D'ENTREPRISES DES EXPERTS VOUS ACCOMPAGNENT







Les chèques Services sont émis à Brazzaville et Pointe Noire.
Brazzaville : Agence Centrale LCB Bank et Casse de la Fédération des MUCODEC
Pointe Noire : Agence Centrale LCB Bank et Délégation des MUCODEC

www.lechequeservice.com
: info@lechequeservice.com

NÉCROLOGIE



Madame Ngala Marie, Lydie-Gisèle Oko et Thierry Nougou informent les parents, amis et connaissances que les obsèques de leur fille et nièce Oko Mireille (Mimi), décédée le 6 août 2015 au CHU de Brazzaville se dérouleront selon le programme ci-après :

Date : mercredi 19 août 2015

9h00 : levée de corps à la Morgue municipale de Brazzaville

10h00 : recueillement au domicile familial sis au 219, rue Franceville, derrière la Maison commune de Ouenzé

14h00 : Départ pour le cimetière privé Bouka

16h00 : Fin de la cérémonie.



Les familles Edouard Bangala et Loubassou, William Zola Batantou et les enfants Malonga, l'Architecte Dan Dominique Lutumba et les amis techniciens de la climatisation annoncent aux amis et connaissances le décès de Daniel Malonga Moutabala dit Fondé, survenu le 14 août à 23h00 au CHU de Brazzaville, des suites d'une longue maladie.

La veillée mortuaire est située au n°51 rue Moussoumbali arrêt Comus à Moukondo-Mazala.

Le programme de l'inhumation se présente comme suit :

Samedi 22 août :

9h00 : levée du corps à la morgue du CHU de Brazzaville ;

10h00-12h00 : recueillement sur place

13h00 : départ pour le cimetière familial au village Kélé-Kélé à 1km du péage.

17h00 : fin de cérémonie.

INSTITUT DE SONDAGE DU CONGO

«INS-CG»

Brazzaville
Bât. H8 rue Chaplin, rond-point de la république (Ex-CCF),
arrondissement II, Baongo
Tel : +242 06 483 63 18
+242 05 697 26 55



Pointe-Noire
Rond-point Mpita à l'entrée de la rue Tchikaya U Tam'si.
Pointe-Noire
Tel : +242 05 559 76 01
+242 06 483 63 70

Une expertise fiable et adaptée à votre structure

Institut de sondage du Congo «INS-CG» met à votre disposition ses meilleurs experts afin de vous accompagner dans les domaines clés suivants :

STRATÉGIE & MANAGEMENT

- *Stratégies d'entreprises
- *Étude de marché
- *Étude marketing

SONDAGE

- *Enquête d'opinion
- *Analyse d'opinions
- *Enquête de satisfaction

MÉDIAS

- *Mesure d'audience
- *Radio & Télévision
- *Stratégie de communication

Nous nous mettons à votre écoute pour vous proposer des solutions adaptées à votre environnement de travail.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter.

TRIBUNE LIBRE

« Chaque mot a un sens et je suis Grégoire »
ou la fonction des intellectuels face au pouvoir

Mon propos consiste à dire précisément qu'un intellectuel n'est pas quelqu'un dont on peut prédire les positions publiques, ni les enfermer à l'intérieur d'un slogan, de l'orthodoxie d'un parti ou d'un dogme immuable. L'affiliation politique, l'appartenance ethnique ou nationale et les fidélités juvéniles ne doivent à aucun moment prendre le pas sur les critères de vérité attachés au malheur ou à l'oppression. Rien ne défigure plus l'image d'un intellectuel que le louvoiement, le silence prudent, le vacarme patriotique et le reniement théâtral. Je contexte le vacarme politique ou encore la théâtralité de l'incidence du reniement.

Ayant été agressé par un vacarme contreproductif, éloigné de mon éthique en la matière, j'ai voulu partager en cette période de surenchère verbale et d'alignement presque pavlovien pour faire nombre et sans discernement des postures idéologiques et politiques, cette réflexion sur la place du mot dans l'espace public.

Dans ses cahiers de prison, Antonio Gramsci, marxiste italien, militant, journaliste et brillant philosophe politique emprisonné par Mussolini écrivait « On peut dire que tous les hommes sont des intellectuels mais que tous les hommes n'ont pas la fonction d'intellectuel. »

Je suis un intellectuel de gauche. En France j'aurais milité au Parti communiste ou au Parti Socialiste. Telle est mon identité politique. Je suis anticapitaliste et fier de l'être car l'avenir est dans l'Humanité de gauche, le reste c'est une forme d'anomie (sociale).

Qu'est ce qu'un mot ?

Du latin, muttum signifie grognement ou élément de la langue constitué d'un ou plusieurs phonèmes et susceptible d'une transcription graphique comprise entre deux blancs. Dans le cas de notre intention, il s'agit d'une sentence, d'une parole historique ou alors d'une parole remarquable par la drôlerie, le bonheur de l'expression, l'invention verbale. On peut à juste titre dire que c'est en définitive, un élément d'information traité d'un seul tenant dans un texte ou dans un ordinateur.

Les mots renseignent donc et indiquent, tel est leur destin. Quand le renseignement et l'indication sont faux, il y a manifestement un quiproquo assez préjudiciable. D'où la précaution que l'on prend à observer une discipline quand en public ou en privé, on prend la parole.

Pour comprendre une société moderne, il suffit d'observer la conduite des automobiles, l'allure des chauffeurs, leur indécatesse pour se faire une idée du pays dans lequel on se trouve. Comme pour observer le niveau culturel d'un pays, le meilleur indice se trouve dans la rédaction des journaux soumis aux lecteurs. De cette manière, on juge rapidement d'un côté le degré de culture par la courtoisie des conducteurs d'automobiles et de l'autre, plus ferme, on photographie un pays ou une ville par la qualité des articles dans les journaux pour en mesurer le degré de la vraie ou fausse conflictualité. Je viens de faire une expérience étrange et l'on peut bien se rendre compte du venin que peut transporter un mot dans une société, simplement par une manigance dont le but est de construire une fusion disparate des énergies sociales pour un but qui peut être sublime pour les activistes-en-situation de rejet et dont la formulation du sens historique n'est pas forcément pour les mêmes enjeux.

Un cas d'école aiderait à comprendre le jeu de la force des mots et leur puissance destructrice pour un pays comme pour un homme. Dans La Tribune D'Afrique N°047 du 13 août 2015, l'interview que j'ai accordée porte le titre suivant : « Notre démocratie est en panne faute de démocrates ».

Cependant, pour le grand intérêt que *La Griffe* a toujours accordé à mes propos, et ayant repris son confrère «La Tribune d'Afrique» ce journal introduit un titre qui n'est pas un reflet des phrases prononcées au cours de cette interview. Dès lors, que penser de cette presse ? Dans la rubrique « Lu pour Vous », un autre titre plus accrocheur signe : « Le Professeur Grégoire LEFOUOBA prend ses distances avec Denis SASSOU N'GUESSO. » Pour vendre certainement...Mais à la lecture, si on ne se rend pas compte de ladite distance.

Le mot-clé ou un titre dans un journal

Dans un journal, un mot-clé, une fois indexé, permet d'identifier, de sélectionner un article dans un fichier. Or dans le cas du journal *La Griffe*, ce mot n'existe nullement. Il m'est revenu que plus professionnel, le site «Zenga Mambu» mieux inspiré, s'est contenté d'un mot contenu ou groupe de mots contenus dans le texte.

Pour ma part, j'ai des moyens d'exposer sur une question d'intérêt national mon avis et je n'ai pas besoin du sensationnel. Même s'il avait été écrit le contraire, je réagirais de la même manière.

Les mots pour vendre

Cette forme d'abjection se nomme « manipulation ». Moi, je n'ai pas besoin d'ordalie pour que les gens sachent ce que je pense ou je fais. Je suis entier avec moi-même et je suis ainsi heureux. Oui, la presse ce n'est pas un enfant de cœur car répertorié au registre du commerce, comme tout vendeur, elle a besoin des mots accrocheurs. Mais quand il s'agit des propos d'une personnalité, on peut utilement faire l'économie de cette invention gratuite avec des mots enflammés et porteurs d'une charge émotionnelle à dimension négative.

Il est possible que ma parole occupe un champ magnétique que j'ignore par excès de modestie. Je peux en convenir. Mais, quand on veut m'extorquer des aveux profitant de ma modeste notoriété, là je me sens attaqué et j'ai le sentiment d'être physiquement et mentalement attaqué.

Quelle distance prendre si la personne révélatrice de la sensation ne parle point de la proximité au départ. Un désaccord procède d'abord d'un accord et ensuite on signale le malentendu.

Pour vendre les journaux, il ne faut pas vendre les hommes car les hommes ne sont pas de la marchandise.

Pr. Grégoire Lefouoba

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Thierry Mougalla se fixe cinq objectifs prioritaires

« Il y a une priorité absolue pour le secteur de la communication et des médias, c'est la réussite du passage à la télévision numérique terrestre », a souligné le nouveau ministre de la Communication et des médias, chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement. Thierry Mougalla s'exprimait à l'occasion de la cérémonie de passation de service, le mercredi 19 août à Brazzaville.

Devant le parterre de journalistes, il a dégagé cinq priorités pour renforcer la richesse et la diversité de ce secteur dont il a dit évaluer les défis. Le passage à la télévision numérique terrestre est un engagement diplomatique international pris au niveau de l'Union internationale des Télécommunications. « C'est là un enjeu essentiel. C'est une priorité à laquelle on va s'atteler dès maintenant », a insisté Thierry Mougalla. La seconde priorité énoncée par le ministre consiste à renforcer les capacités professionnelles des journalistes, techniciens et « tous ceux qui font la richesse du secteur de la communication » à travers des formations nécessaires. Le troisième axe prioritaire consistera à assurer une coordination harmonieuse entre les médias publics et les médias privés qui foisonnent au Congo. Cet axe, rappelle-t-il, est d'autant plus important au moment où la dénomination du ministère laisse désormais une place éminente au secteur

des médias. À l'approche des Jeux africains que le Congo abrite en septembre, le ministre Thierry Mougalla souhaite un secteur de la communication à la hauteur de l'évènement en réalisant une retransmission sans tache et une couverture optimale du rendez-vous. Ce quatrième objectif prioritaire est assujéti d'une part au professionnalisme dont devrait faire montre la télévision nationale. Dans ce cadre d'ailleurs, Thierry Mougalla a noté quelques réformes à prescrire comme le renforcement de la grille de programme, la continuation des efforts de formation entamés et la nécessité d'élever le niveau de la diffusion au niveau des exigences du numérique aujourd'hui.

La cérémonie de passation de service, sobre, a concerné le transfert par le ministre Bienvenu Okiemy de certains documents fondamentaux comme l'état nominatif du personnel, l'organigramme, le décret N°2015-828 du 10 août 2015 portant nomination des membres du gouvernement, la loi N°8-2001 sur la liberté de l'information et de la communication ; le projet de loi sur la création de l'Institut supérieur de l'information et de la communication ainsi que certains textes d'application adossés à la loi N°8-2001 sur la liberté de l'information et de la communication, les projets de loi portant réforme de la télévision nationale congolaise, la radio, l'imprimerie nationale en établissement public à caractère industriel et commercial.

Quentin Loubou

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

Jean Claude Gakosso passe le témoin à Bienvenu Okiemy

La passation de service entre les deux ministres a eu lieu, le 19 août dans la salle de réunion du ministère de la Culture et des arts, en présence du conseiller du président de la République, chef du département des institutions constitutionnelles, Yves Ickonga.

Le directeur de cabinet du ministre de la Culture et des arts sortant, Célestin Akoula-foua Mvoula, a dressé l'état des lieux de ce département. À propos, il a déclaré que l'arsenal juridique préconisé pour la bonne marche de ce ministère n'est pas assuré. C'est le cas de quelques structures qui n'ont pas encore d'assises juridiques bien que les textes soient prêts et en étude au secrétariat général du gouvernement. D'où, ajoute-t-il, il faudra au nouveau ministre entrant de faire aboutir plusieurs dossiers y compris des dossiers fonciers, à l'instar du contentieux qui oppose le ministère de la Culture et des arts à la famille Ondongo à propos de l'école de peinture de Poto-Poto ; du cinéma de Moukondo, site appartenant au ministère de la communication auquel il sied de récupérer Bref, toutes les explications et informations utiles sur les différents éléments ont été données au ministre entrant complétées par les documents annexés au dossier.

Prenant la parole au cours de cette cérémonie d'au revoir, le ministre Jean Claude Gakosso a souhaité la bienvenue fraternelle à son successeur, le ministre Bienvenu Okiemy. « Monsieur le ministre, ici c'est la maison de la culture et des arts, votre maison, car vous êtes un homme de culture », a-t-il déclaré à son collègue.

« C'est un grand honneur que le président de la République vous a fait. Il y a plusieurs dossiers et je n'évoquerai qu'un seul, un projet emblématique validé par le chef de l'État lui-même : la cité de la culture et des arts de Brazzaville. Le site sur lequel ce projet doit se déployer est délimité. Il jouxte juste le site de la cité olympique de Kintélé. Prenez ce projet à bras le corps, faites-en votre cheval de bataille pour le bien de la nation, pour le bien de la jeunesse de notre pays, pour le bien des cultures africains. »

Le ministre entrant Bienvenu Okiemy a félicité son collègue désormais patron des affaires étrangères, Jean Claude Gakosso, pour le travail remarquable qu'il a abattu au ministère de la Culture et des arts, treize ans durant. Ce dernier a remis à son successeur un balai symbolisant le pouvoir, la sagesse et la justice.

Bruno Okokana

DRAME DE MPILA

Les populations interpellent le gouvernement sur la reconstruction de leurs habitations

L'appel a été lancé le 18 août dans le cinquième arrondissement (Ouenzé) à Brazzaville, à l'issue d'une réunion du collectif des habitants des quartiers concernés par le drame.

Selon le président de ce collectif, Gabriel Obembé, le travail amorcé dans le périmètre de 753 en amont du marché intendance et en aval de Chacona notamment dans les quartiers 54 et 59 connaît jusqu'à présent des déboires.

Ainsi, a-t-il demandé au gouvernement de prendre une mesure d'urgence sur la résolution de ce problème, « Nous ne voulons pas avoir en face de nous deux interlocuteurs,

à savoir : l'Etat et les entreprises qui se jeteront la pierre l'un sur l'autre. L'environnement est vraiment invivable. Nous demandons au président de la République et à son gouvernement de régler rapidement notre situation avant l'arrivée des pluies », a-t-il lancé.

Signalons que le gouvernement avait déjà entrepris la reconstruction des maisons partiellement endommagées lors du drame de Mpila survenu le 4 mars 2012. Dans le quartier 56 (Ouenzé) par exemple, certains habitants ont regagné leur demeure après les travaux de reconstruction.

Guillaume Ondzé



WU C'EST ENVOYER DE
L'ARGENT A
VOS PROCHES
AU LIBAN

SM

A partir de

9000 FCFA HT

FRAIS DE TRANSFERT



WESTERN UNION **WU**

moving money for better

MOBILE | ONLINE | AGENT LOCATION

* Tarifs applicables à partir du 16 Juillet 2015, incluant les taxes et sujets à changements sans préavis.
Western Union génère des revenus à partir du change de devises. © 2015 Western Union Holdings, Inc. All Rights Reserved.

MINORITÉS

Une cinquantaine d'autochtones émargent à la CIB

Installée dans le département de la Sangha depuis 1969, la Congolaise industrielle de bois (CIB) est sans nul doute l'un des partenaires les plus sûrs de l'État congolais dans la prise en charge des Autochtones dans les zones où elle est implantée à savoir : la sangha et la Likouala, deux départements au Nord-Congo.

Disposant de trois concessions forestières, notamment à Pokola, Kabo et Loundoungou, la CIB est, selon ses responsables, une société engagée dans la gestion durable de ses Unités forestières d'aménagement (UFA). Elle emploie actuellement près de 50 agents issus des milieux autochtones. « Les peuples autochtones ont un accès à l'emploi au niveau de la CIB. Nous avons dénombré aujourd'hui dans nos effectifs 47 autochtones qui sont en contrats à durée indéterminée et deux en contrats à durée déterminée. À côté, il y a nos sous-traitants qui utilisent aussi les peuples autochtones », indiquait le secrétaire général de la CIB, Grégoire Koufa, à l'occasion de la récente visite de la ministre des Affaires sociales, Émilienne Raoul, à Pokola.

Selon lui, cette entreprise veille au respect des piliers de la durabilité sur les plans économique, social et environnemental. Les populations riveraines sont, a-t-il souligné, impliquées dans la gestion des forêts dont la CIB est attributaire et béné-

ficiant des retombées de cette exploitation qui contribue tant soi peu à l'amélioration de leurs conditions de vie

Les droits en faveur des peuples autochtones

Le secrétaire général de la CIB a également présenté le cadre juridique qui circonscrit leur action en faveur des peuples autochtones. Il s'agit notamment de la loi 16/2000 sur le code forestier ; la loi 6/96 du code du travail ainsi que la loi 5/2011 portant protection et promotion des droits des populations autochtones. À côté, il y a d'autres normes internationales comme des principes FSC dont le troisième consacré à la protection des peuples autochtones et le plan d'aménagement approuvé par décret présidentiel qui constituent le cadre juridique de leur action en faveur des populations riveraines. Parmi ces instruments juridiques, il y a le droit à la propriété et à l'environnement, les droits culturels, civils et politiques, sans oublier le droit à l'éducation et à la santé.



Emilienne Raoul et sa délégation en séance de travail avec la direction de la CIB ; crédit photo Adiac

L'accès gratuit garanti aux soins de santé

La direction de la CIB représentée par son directeur général, Christian Schwarz, a expliqué à la ministre Émilienne Raoul les difficultés qu'elle éprouve quant à la réalisation des soins de santé gratuits aux populations autochtones au niveau des centres de santé et de la clinique de Pokola. « Aujourd'hui, la gratuité n'est plus soutenable par l'en-

treprise parce que dès que les gens ont appris que les peuples autochtones sont soignés gra-

tuitement, même ceux qui ne sont pas dans nos concessions viennent. C'est pourquoi nous avons instruit nos services de faire de telle sorte que nous regardions au cas par cas. Par exemple, quand il s'agit d'une intervention chirurgicale, nous pouvons intervenir gratuitement », a-t-il expliqué.

« Ne pas lâcher du lest »

La ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire

et de la solidarité qui est allée s'imprégner de la responsabilité de cette société dans l'amélioration de la qualité de vie des populations autochtones a reconnu les efforts de la direction de la CIB. « Dans les domaines de la santé et de l'éducation, vous avez fait beaucoup d'efforts parce que jusqu'à l'institution de la communauté urbaine de Pokola, c'est vous qui prenez tout en charge, mais ne lâchez pas du lest. La contribution du gouvernement se fera petit à petit, vous allez sans doute vous retirer pour que nous prenions votre place, mais sachant attendre le temps qu'il faut pour ne pas créer des déséquilibres », a conseillé Émilienne Raoul qui a, par ailleurs, souhaité que les enfants autochtones puissent aller loin dans leurs études. Ils ne devraient pas s'arrêter seulement au niveau du primaire comme on le constate aujourd'hui. C'est ainsi qu'elle a demandé à l'administrateur-maire de la communauté urbaine de Pokola, Julie Rogette Nkengué Ngoma, de continuer à travailler avec la CIB qui a beaucoup investi dans l'éducation des enfants autochtones.

Parfait Wilfried Douniama

ECAIR

Fatima Beyina-Moussa reçue en audience par la présidente de la Commission de l'Union Africaine

Fatima Beyina-Moussa, Directrice générale d'ECAir, Equatorial Congo Airlines, (www.flyecair.com), la compagnie aérienne nationale de la République du Congo, également Présidente de l'Association des compagnies aériennes d'Afrique (AFRAA), a été reçue en audience ce mercredi 19 août 2015 par le Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba (Ethiopie). Fatima Beyina-Moussa a évoqué avec le Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, les défis, opportunités et potentialités du secteur en Afrique. Les taxes, charges et frais aéroportuaires excessifs, en plus du déficit infrastructurel et le coût élevé du carburant sont des défis majeurs auxquels les compagnies font face. « L'Afrique, rappelle-t-on, a adopté la Déclaration de Yamoussoukro relative à une nouvelle politique aéronautique africaine en octobre 1988, et la Décision relative à la libéralisation de l'accès des marchés du transport aérien en Afrique en novembre 1999. Cependant, la mise en œuvre de cette politique de libéralisation reste timide. La concrétisation de ce projet serait un grand pas en avant pour les acteurs du secteur aérien en Afrique », a également souligné Fatima Beyina-Moussa.

La Présidente de la Commission de l'UA



a assuré à la délégation conduite par Fatima Beyina-Moussa que les portes de l'UA et celles de son bureau resteraient ouvertes à toutes les parties prenantes pour permettre un dialogue continu sur le développement du secteur aérien en Afrique. ECAir, transporteur officiel du Cinquan-

tenaire des Jeux africains (4-19 septembre à Brazzaville), relie Brazzaville à 12 destinations. La compagnie va étendre son réseau régional avec l'ouverture des destinations Abidjan (Côte d'Ivoire), Yaoundé (Cameroun), Bangui (République centrafricaine) et N'Djaména (Tchad) au cours du second

semestre 2015. ECAir, qui a déjà transporté près d'un million de passagers, organisera la 47^e Assemblée générale de l'AFRAA du 8 au 10 novembre 2015 à Brazzaville. Un événement placé sous le haut patronage de SEM Denis Sassou-N'Guesso, président de la République du Congo.

CENTRAFRIQUE

Tenir les élections dans le délai, la priorité du nouveau patron de la Minusca

Le général gabonais Parfait Onanga-Anyanga, récemment nommé à la tête la mission onusienne en RCA, prend ses fonctions ce vendredi 21 août, à Bangui. Dans une interview accordée à RFI, il a dévoilé ses priorités : conduire le pays vers des élections crédibles, dans le délai et surtout consolider la paix.

La nomination de l'officier gabonais intervient à une période où la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique (Minusca) est secouée par une vague de scandales d'abus sexuels commis par des soldats onusiens. Conséquence : une crise de confiance sans précédent entre la population civile centrafricaine et les soldats de maintien de la paix dont la mission « sacrée » est de protéger cette première. Cependant, a fait savoir le général Onanga-Anyanga, l'urgence pour l'heure est de conduire le pays vers des échéances électorales transparentes afin de pouvoir lui doter des nouvelles institutions démocratiques. « Il faut tout faire

pour tenir des élections crédibles, transparentes et paisibles en RCA, afin de mettre fin à la transition... Je crois qu'il n'est pas l'heure de renégocier le délai de la transition », a indiqué à RFI Onanga-Anyanga. Il se dit par ailleurs conscient d'énormes défis qui entachent la tenue du calendrier électoral notamment les difficultés financières à concourir au budget électoral, ainsi que d'autres aspects techniques tels que la participation des déplacés internes et le vote des réfugiés centrafricains.

Remettre de l'ordre dans les rangs de ses troupes

« Tout citoyen centrafricain y compris ceux que le sort de l'histoire a conduit à l'extérieur de leur pays, devraient avoir le droit de participer à ce processus de choix de leurs dirigeants », a-t-il martelé. A ce sujet, le Conseil national de la transition, actuel parlement du pays, devait se prononcer sur la participation ou non des réfugiés centrafricains au cours d'une session extraordinaire ce jeudi 20 août. A propos des casques bleus, le nouveau

chef de la Minusca a promis remettre de l'ordre dans les rangs de ses troupes qui ont longtemps profité de tolérance et impunité malgré leurs multiples viols sur des mineurs et autres violences physiques. « Aucune femme, aucune fille ne doit avoir peur de la couleur du drapeau bleu des Nations unies. Notre vocation première de protéger les civils est sacrée. Nous ne devons jamais perdre de vue que la majorité, l'écrasante majorité des hommes et des femmes qui sont sous le drapeau de l'ONU, font un travail noble, un travail de dignité », a précisé le général Onanga-Anyanga.

Le Gabonais a rejeté la critique selon laquelle il y aurait un problème d'autorité à la tête de la mission onusienne en Centrafrique. Dans cette optique, il entrevoit travailler avec les responsables de chaque contingent en vue d'employer plus de rigueur et de discipline. Il a enfin réitéré l'appel du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, demandant aux Etats contributeurs de troupes, d'enquêter et sanctionner les coupables.

Fiacre Kombo

L'UNICEF prend en charge la jeune fille qui aurait subi des violences sexuelles

Dans un communiqué de presse publié le 17 août, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) a promis apporter une assistance médicale et psychologique à la jeune fille qui aurait été violée par un Casque bleu en République centrafricaine.

« Nos collègues de l'UNICEF en République centrafricaine ont rencontré la jeune fille qui aurait été violée par un policier des Nations Unies. Tout en respectant l'intégrité de l'enquête sur cet incident, il est clair que cet enfant ait subi une épreuve très brutale », a dit Anthony Lake, directeur exécutif de l'Unicef.

« Nous lui offrons, à elle et à sa famille, toute l'aide possible, y compris une assistance médicale,

un soutien pour faire face à l'impact psychologique de l'agression, et des conseils juridiques », a-t-il ajouté.

L'espoir de l'Unicef est que le processus de guérison pour cette jeune fille puisse commencer maintenant, et qu'il est également important que sa vie privée soit respectée « afin qu'elle ne souffre pas davantage ».

De son côté, la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (Minusca) a déclaré qu'elle était déterminée à ouvrir une enquête sur toutes les allégations d'exploitation et d'abus sexuels par ses troupes dans le pays et à faire en sorte que les responsables de tels actes rendent des comptes.

« Les enquêtes sont en cours et les informations collectées par les sections des droits de l'homme et de protection de l'enfance, ainsi

que par la police et la Mission de l'ONU ont été remises au Bureau des services de contrôle interne de l'ONU », a précisé une porte-parole de l'ONU à New York.

La Minusca a réitéré sa détermination à mettre en œuvre la politique du Secrétaire général visant à une tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels par son personnel.

La semaine dernière, l'organisation Amnesty International a affirmé que des Casques bleus de l'ONU, en République centrafricaine, ont tué un adolescent de 16 ans avec son père, puis, ont violé une fille mineure de 12 ans.

Selon certaines sources, le chef de la Minusca, Babacar Gaye a dû démissionner du fait de ces nouvelles allégations d'abus sexuels par des Casques bleus dans ce pays.

Yvette Reine Nzaba

LIBYE

La Ligue arabe appelle à soutenir militairement le pays contre l'EI

L'organisation panarabe, basée au Caire a plaidé mardi, au cours d'une réunion dans la capitale égyptienne, consacrée à la situation en Libye, pour l'adoption d'une stratégie claire devant permettre d'aider militairement le gouvernement libyen à lutter contre les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) qui s'emploient à conquérir ce pays.

« La Ligue arabe affirme qu'étant donné la difficulté de la situation il y a un besoin urgent de mettre en place rapidement une stratégie arabe qui inclut une assistance militaire à la Libye », souligne l'organisation dans un communiqué.

La réunion du Caire a été l'occasion de débattre d'une demande du gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale « d'adopter des mesures pour

faire face à la progression de l'EI » en Libye. Une opportunité qui a permis au ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Al-Dairy, d'insister sur l'urgence de l'aide internationale à son pays.

« La sécurité nationale libyenne est la sécurité nationale arabe (...). La Libye souffre, or l'armée de l'air libyenne n'est pas capable de mener des frappes contre l'EI à Syrte », a-t-il affirmé. Aujourd'hui confrontée aux attaques de l'EI, l'Egypte avait précédemment exhorté les pays arabes à « lancer des frappes aériennes ciblées contre les positions de l'EI à Syrte », en Libye. Actuellement, le gouvernement de ce pays est lui-même incapable de faire face à l'EI en raison de l'embargo sur les armes imposé à l'armée par l'ONU depuis 2011.

Ces deux dernières années, l'Egypte et les Emirats arabes unis ont mené en vain un certain nombre de frappes aériennes en Libye contre des positions de l'EI et d'autres milices islamistes. Face à la résistance de l'EI, les habitants de Syrte ont pris les armes eux-mêmes pour déloger l'organisation terroriste de cette ville située à 450 km à l'est de Tripoli, et dont le groupe extrémiste sunnite a pris le contrôle en juin.

La Libye est en proie au chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Depuis lors donc, le pays est livré aux milices et compte deux Parlements et deux gouvernements qui se disputent le pouvoir. L'EI a profité du désordre qui y règne pour tenter de conquérir la Libye.

Nestor N'Gampoula

NÉCROLOGIE

La Direction générale de BGFIBank Congo a la profonde douleur d'annoncer à son aimable clientèle, à son personnel et à celui du groupe BGFIBank, le décès de Madame Blandine Loubouakou, directrice de notre agence commerciale AGENA/Pointe-Noire. Décès survenu le dimanche 16 août 2015 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au quartier Tié-Tié, sur l'avenue de la Révolution ; non loin du Bar « La Joie du Congo », en diagonale du Bureau des Impôts de Tié-Tié.

Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

BGFIBank Congo présente ses condoléances à toute sa famille, aux collègues et amis éprouvés.



Basile Oba, agent des Dépêches de Brazzaville, Alexis Ondongo, Mousse Oko (Poutou) et famille informent les parents amis et connaissances que les obsèques de leur petite soeur Judith Okou Nba, décédée le 12 août 2015 au CHU de Brazzaville se dérouleront selon le programme ci-après :

Vendredi 21 août 2015 :

9h00 : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville ;

10h00 : recueillement au domicile familial sis n°56 rue Batéké à Poto-Poto ;

11h00 : une messe d'action de

grâce sera dite au domicile ;

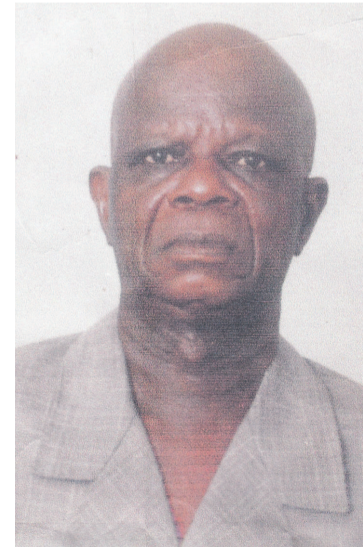
14h00 : départ pour le cimetière

Bouka ;

17h00 : fin de la cérémonie.



IN MEMORIAM



19 août 2005 - 19 août 2015, Cela fait 10 ans jour pour jour, que le seigneur rappelait à lui son serviteur Camille Danziat décédé à Brazzaville. À l'occasion de ce triste anniversaire, les enfants Danziat Ghislain Camille et Danziat Yvon César ainsi que les petits fils prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.

Le 30 août 2015 à 6h, 8h et 10 h une messe sera dite à sa mémoire à l'Eglise Sainte Marie de Ouenzé. Papa Camille, nous te chéirons toujours.

Que ton âme repose en paix pour l'éternité



Arcadius de Sosthène Mienandi et famille remercient toutes celles et ceux de près comme de loin qui les ont assisté, accompagner et soutenue dans la douleur après le décès de son petit frère et fils Frey Alvarez Mienandi assassiné le 02 aout 2015 et inhumé ce 14 aout 2015 en France. Les remerciements les plus vifs et profonds.

DISTINCTION

La République reconnaît le mérite de certains acteurs de la culture

Des illustres personnalités qui ont œuvré pour le rayonnement de la culture dans le pays ont été élevées récemment par le président de la République à différents grades dans l'ordre du mérite congolais. Le décret n° 2015-773 y relatif a été publié le 17 juillet dernier, à la veille de l'ouverture de la 10^e édition du Festival panafricain de musique (Fespam). Ces différents nommés ont reçu leur distinction le 18 août, des mains de l'ancien ministre de la Culture et des arts Jean Claude Gakosso.

Ces lauréats, dont le premier groupe avait été décoré le 18 juillet dernier par le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso, ont en effet contribué chacun à sa manière et selon les fonctions occupées au rayonnement de la culture au Congo en particulier et du Fespam en général. La cérémonie a aussi pris les allures d'une séparation avec le ministre Jean

désormais celui des Affaires étrangères et de la coopération.

Ainsi, par décret n°2015-773 du 17 juillet 2015, le président de la République sur proposition du ministre de la Culture et des arts, a élevé et nommé à titre exceptionnel dans l'ordre du mérite congolais, à la dignité de grand officier : Jean Claude Gakosso-

grade de commandeur : madame Aimé Mambou Gnali, Paul Joseph Dujardin, Valentin Oko, Marcel Diouf. Au grade d'officier : Dieudonné Mouyongo, Nicolas Okandzé, Léopold Molomba, Henri Germain Yombo, Ferréol Constant Patrick Gassakys, Jean Luc Aka Evy, Jean Marie Adoua, Silja Fischee, Jean Paul Célestin Akoulafoua Mvoula, François Lupwishi Mbuyamba. Au grade de chevalier : Hanson Joseph Nketia Kwabena, Léon Adepo Yapo, Charles Binam Bikoï, Hugues Gervais Ondaye, Lydie Pongault, Charles Tchikou, Jean Jacques Moï Bayonne, Kadima Nzuzi, Albert Ambendé, Alphonse Oko, Honoré Mobonda, Paul Nzété, Mireille Opa, Denis Mondele Mbola, Jean Pa-



Jean Claude Gakosso décorant Valence Oko pour vous un nouveau challenge.

Nous vous connaissons, nous savons que vous aimez les défis, et nous vous accompagnerons pour briser les nouveaux obstacles ».

Parmi ceux qui ont bénéficié de cette distinction, il y a les trois cadres ayant occupé les fonctions de directeur de cabinet du ministre de la culture et des arts pendant les treize ans, les quatre commissaires généraux du Fespam, les différents directeurs administratifs et financiers, de la communication, artistiques, logistiques, scientifiques et bien d'autres personnalités.

Signalons que la cérémonie était agréementée par le Ballet national et le groupe Mantsiéme.

Bruno Okokana

Bénédicte Egnoua, Casimir Zoba Zao, Maxime Foutou, Claver Mabilia, Jacques Jean-Luc Nianga, Hilaire Elenga, Saint Eudes Mfumu Filla et Angèle Andzio née Mompango.

Avant d'inviter le ministre de la Culture et des arts à procéder à la décoration du deuxième groupe, le directeur de cabinet, Jean Paul Célestin Akoulafoua Mvoula, a déclaré que le moment de séparation est une douce tristesse. « Je voudrais au nom de tous les travailleurs ici réunis, vous souhaiter bons vents pour vos nouvelles fonctions. Parce que la culture et les arts qui s'étaient collés à vous, vont trouver demain déjà un nouveau tuteur. Les affaires étrangères et la coopération sont



Photo de famille avec les décorés

Claude Gakosso qui quitte le département de la Culture et des arts qu'il a dirigé pendant treize ans pour occuper

so, Gilbert Ondongo, Albert Ngondo, Pascal Gayama. A titre exceptionnel, dans l'ordre du mérite congolais, au

trick Passi, Jean Claude Mobali Banda, Christian Ebal, Dhello Dominique,

MUSIQUE

Le groupe autochtone Ndima de retour au pays

Après deux mois de tournée en Europe et en Asie, le groupe Ndima est rentré au pays le 18 août. Aussitôt arrivé, son manager Sorel Eta a animé le mercredi 19 août à Brazzaville, une conférence de presse au cours de laquelle il a fait la restitution du voyage.

Cette tournée, débutée le 18 juin 2015, a conduit le groupe Ndima en Italie ; en Suisse ; en Pologne ; en Belgique ; en Autriche ; en France ; en Norvège et en Malaisie. Pendant deux mois, ce groupe a participé à plusieurs festivals, notamment au Rainforest Festival au Sarawak en Malaisie, au Sfyx Festival en Belgique. Il a aussi livré des spectacles dans différents pays avant de faire la rencontre avec le musicien suisse, Christian Zendher. La tournée a été bouclée par trois spectacles.

En Malaisie le groupe Ndima a fait la connaissance du peuple autochtone les Mah Mery, avec lequel il a tourné un film documentaire sur le séjour du groupe Ndima en Malaisie. Le film a été réalisé par la française July Robineau. Au-delà des spectacles, le groupe a également animé des ateliers sur la musique polyphonique des Akas. Sorel Eta s'est dit très satisfait des prestations des artistes qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes. La tournée, a-t-il dit, a été une réussite sur le plan artistique, malgré les difficultés financières. « C'était vraiment un moment pathétique qu'on a passé, je suis fier de nos prestations, notre travail a émerveillé les spectateurs », a reconnu l'artiste qui pense que « le peuple Aka contribue à la visibilité du pays à l'étranger, cependant, ce dernier est mal apprécié chez soi ».

« Les Congolais n'accordent pas de l'importance sur ce que nous faisons. Avant notre tournée nous avons organisé un spectacle au Centre de formation et de recherche en arts dramatique (Cfrad), les Congolais n'étaient pas nombreux, ce qui est triste. Ils préfèrent la culture des autres plutôt que la leur », a déploré le manager.

Signalons que le groupe Ndima entreprendra au mois de mars 2016, une autre tournée qui le conduira cette fois-ci en Belgique. À travers ces tournées, le manager Sorel Eta entend promouvoir la culture Aka. Ce groupe a été créé en 2003 et a déjà effectué plusieurs tournées internationales.

Rosalie Bindika

MUSIQUE

Joyce N'sana a achevé sa tournée estivale au Canada

Entamée depuis le mois de juin, la tournée de l'auteure-compositrice-interprète, Joyce N'sana, s'est achevée le samedi 15 août, avec un dernier concert au Festival Mondial de Musique des Femmes d'ici et d'ailleurs à Montréal

Avec une énergie renouvelée, la chanteuse congolaise installée à Montréal, accompagnée de sa sœur Lois N'sana et du groupe Holy Hills Band, achève sa tournée estivale en beauté. Après une série de spectacles commencée début juin, la créatrice de la musique hybride, qu'elle nomme « AfroBluHop », donnera un dernier concert dont une partie des bénéfices sera versée à l'ONG Mwana Village qui s'occupe des enfants abandonnés à Pointe Noire au Congo, apprend-on par son entourage. « Marquer son engagement pour les femmes et les enfants, c'est une des causes humanitaires qui lui tient à cœur », précise son agent.

Juste le temps d'apprécier les divers avis des retombées de sa tournée, Joyce repartira en studio d'enregistrement dès la fin août pour finaliser son album intitulé *Opinion ya mè*, littéralement en lari, « Mon opinion », attendu pour la fin de cette année. Adeptes de la musique enrichie de ses diverses expériences, mélangeant gospel, jazz et reggae, l'artiste, qui a conservé la voix angélique-cristalline de son enfance, prévoit une

livraison musicale avec des collaborations d'artistes de la scène montréalaise, belge et jamaïcaine. Joyce N'sana est née de parents musiciens protestants. Dès son jeune âge au Congo, c'est à l'église qu'elle chante du Gospel. En 2012, elle reçoit le trophée pour la seconde place comme



Ici Joyce N'sana au centre sur scène Crédit photo : Bichiophotographs.com

soliste au Imani Gospel Generation Throwdown à Montréal et, en 2013, avec le Holy Hills Band, elle reçoit le 1er prix Mondomix puis la mention d'honneur aux Syli d'Or de la musique du monde. Encore méconnue des mélomanes congolais, elle propage sa foi en livrant un message d'amour, d'es-

time de soi et de pardon, qu'elle exprime tant en français, en anglais, qu'en lari ou en lingala, deux des langues parlées au Congo.

Du Congo, elle garde une certaine nostalgie, à en croire son titre *Ba yenda*, littéralement en lari, « Ils sont partis ». À travers cette chanson, souvent reprise en chœur lors de ses représentations, Joyce N'sana s'interroge si « ceux qui sont partis reviendront un jour dans leur pays d'origine ». Eternelle interrogation de l'immi-

gration : éternel rêve d'ailleurs. Joyce N'Sana sait où se trouve son rêve. De sa voix veloutée d'ange de la forêt profonde, elle veut être une artiste de la paix dans le monde et porter en même temps, le Congo sa patrie en elle. Artiste à découvrir, à suivre absolument !

Marie Alfred Ngoma

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Minaku et Matata sur les nerfs

À la base, la réduction sensible, à hauteur de 60%, du budget de rémunération et de fonctionnement de la Chambre basse du Parlement.

Deux plus hautes personnalités du pays, en l'occurrence Matata Ponyo et Aubin Minaku, incarnant deux institutions de premier-plan (le Gouvernement et l'Assemblée nationale), n'émettent plus sur la même longueur d'ondes. Leurs rapports auraient pris un sacré coup depuis que le premier avait pris l'option de réduire sensiblement le budget de rémunération et de fonctionnement de la Chambre basse du Parlement. Il appert que cette façon de faire n'était pas du goût du speaker de cette institution législative qui est vite passé à l'offensive en exigeant à ce que des explications claires lui soient fournies. Ce, d'autant plus que le Sénat, la chambre sœur, a maintenu son enveloppe intacte conformément à la part lui allouée dans la loi budgétaire 2015. « *L'on ne comprend pas que le premier ministre n'ait d'yeux que sur l'Assemblée nationale alors que la Primature qu'il dirige et la présidence de la République sont constamment accusées de dépassement atteignant de seuils jamais soupçonnés* », se plaint une source proche de l'administration de l'Assemblée nationale.

Après l'ajournement de la séance de clarification prévue le lundi 17 août suite à une altercation entre la suite du premier ministre

et le protocole du speaker de la chambre basse, la méfiance entre les deux personnalités reste toujours de mise. Elle se serait même corsée, assaisonnée par de nouveaux faits saillants qui, plutôt que de les rapprocher, les divise davantage.

C'est notamment le cas de la controverse suscitée par l'achat récent d'un avion airbus 320 de Congo Airways. Le gouvernement qui s'est félicité d'avoir acquis sur fonds propres cet avion censé accélérer l'opérationnalité de la nouvelle société d'aviation est loin de convaincre de nombreux députés quant à son coût réel. Les 25 millions de dollars avancés par Matata Ponyo sont remis en cause par des élus du peuple qui stigmatisent une « sur évaluation » sans commune mesure avec l'état technique de l'avion et sa puissance. Le coût réel serait, d'après eux, de l'ordre de 7 millions de dollars. De quoi porter un discrédit sur les estimations de l'exécutif national révélatrices, selon maints observateurs, de la magouille qui souvent entachent ces genres de marchés.

Entretemps, l'on apprend qu'une question orale avec débat serait en gestation autour de cette nébuleuse affaire. « *Si les faits sont avérés, ça sera une situation très grave parce que la République*

aurait perdu là où elle devait en principe gagner », a indiqué le député Serge Mayamba. En fait, la représentation nationale veut en savoir un peu plus sur cette acquisition. Le ministre des Transports et Voies de Communication Justin Kalumba est mis en cause avec pour grief essentiel : achat à moindre coût d'un avion destiné à la nouvelle compagnie aérienne nationale.

Un choc frontal se profile donc entre Matata Ponyo et Aubin Minaku via le ministre des transports qui, par ailleurs, traîne un contentieux avec l'Assemblée nationale suite à une motion de défiance articulée contre lui en juin dernier et ajournée en dernière minute. Accusé d'insubordination contre le président de l'Assemblée nationale après le rejet de son projet de loi portant Code de la route qu'il tenait à reprogrammer à tout prix en impliquant le chef du gouvernement, Justin Kalumba est depuis lors sur la ligne de mire des députés qui l'attendent au tournant. La motion de défiance initiée contre lui reste toujours suspendue sur sa tête. Après leur avoir échappé une première fois prétextant des « vrais-faux ennuis de santé », les élus du peuple entendent, cette fois-ci, ne pas lâcher leur proie. Comme qui dirait, la guerre entre Matata Ponyo et Aubin Minaku pour laquelle il faudrait redouter de nombreux dégâts collatéraux, ne fait que commencer...

Alain Diasso

KONGO CENTRAL

L'océan menace d'engloutir la route Banana-Muanda

Selon les prévisions des experts, cet axe routière stratégique pour la ville portuaire de Banana va disparaître totalement à l'horizon 2050 et 2100 en raison du taux de recul du trait de la côte littorale.

Au rythme de l'avancée de la mer, l'on estime que la proportion des terres perdues va doubler de 200 mètres autour de Nsiamfumu et de 100 m entre la Cité de Muanda et Banana, a précisé l'Agence congolaise de presse (ACP). Selon une source compétente citée par l'ACP, la cartographie des risques liée à l'élévation du niveau de la mer confirme la possibilité de voir le trait de côte s'élever de 50 à 100 m à l'an 2100. Cette nouvelle alerte a coïncidé avec le lancement officiel du Projet « Renforcement de la résilience des communautés de Muanda à l'érosion côtière en RDC ». Ce projet va s'étendre au cours de la période comprise entre 2015 et 2020. L'idée est d'arriver à renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes aux changements climatiques le long de la côte. Il est question de mettre en oeuvre des activités dans le site pilote de Muanda. En d'autres termes, l'objectif à terme est d'arriver à augmenter la capacité des communautés locales et de les préserver contre les risques spécifiques à la zone côtière. La question de la vulnérabilité des zones côtières dans le contexte des changements climatiques prendra une certaine ampleur au cours des prochaines semaines. Le débat va se poursuivre à travers les médias locaux et ceux du pays.

Laurent Essolomwa

PME

Le danger des obligations légales et fiscales

Le développement du secteur exige des mesures salvatrices pour délivrer les petites et moyennes entreprises (PME) de tous les obstacles à leur envol, a mis en garde la représentation de l'agence onusienne Pnud en RDC. Une position à laquelle adhère totalement les bénéficiaires. Pour l'heure, le gouvernement de la République, en collaboration avec les institutions financières, appuie le processus d'élaboration d'une stratégie nationale de développement de cette cible.

Récemment, plusieurs associations regroupant les PME ont convergé vers l'hôtel Memling pour participer à un atelier visant à établir la feuille de route de l'élaboration de la stratégie nationale. En plus des PME, d'autres participants y ont pris une part active, notamment les délégués de l'administration publique, des banques, des institutions de micro-finance et des sociétés commerciales. Pour élaborer ce document, il est indispensable de mettre en oeuvre des programmes et autres projets. L'objectif est d'identifier les problèmes qui rongent le secteur. Parmi ces contraintes, il y a bien entendu l'environnement global des affaires qui n'encourage pas l'expansion des PME. Au-delà, une réflexion est lancée également sur les voies et moyens de renforcer la compétitivité et de stimuler les échanges intersectoriels.

L'élaboration du document doit nécessairement prendre en compte certains paramètres. En effet, parmi les atouts, il y a l'émergence d'une culture entrepreneuriale, le rapprochement entre les PME et les institutions bancaires ainsi que la disponibilité d'une

main d'oeuvre. Quant aux faiblesses, l'on a épinglé notamment le manque de formation suffisante et le déficit d'information sur les PME. À cela, il convient d'ajouter une faible culture de l'épargne et de crédit.

En lançant une telle initiative, le gouvernement espère arriver à promouvoir le développement des PME. L'impact recherché est l'amélioration de l'entrepreneuriat des femmes, des jeunes et même des paysans. Les autorités se montrent toujours soucieuses d'arriver à une croissance plus inclusive et génératrice des emplois durables. Pour y parvenir, les opportunités ne manquent pas, notamment la richesse du sous sol, la disponibilité des produits bancaires et des télécoms adaptés à cette cible.

Si les analyses penchent sur une meilleure concentration des institutions de financement de PME et des banques de micro-finance dans les centres urbains, des voix s'élèvent également pour mettre en garde contre l'absence de dispositif d'évaluation des actions des PME.

L.E.

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La RDC très attendue à la COP21

À Paris, le gouvernement congolais entend obtenir des compensations substantielles dans le combat mondial contre le réchauffement climatique.

La Conférence sur le climat de Paris, dite « COP21 » prévue du 30 novembre au 11 décembre 2015 dans la capitale française tient l'actualité dans les milieux intéressés. Le débat enfle déjà sur ce que pourrait être la contribution de la RDC dans la dynamique de lutte engagée au niveau international contre les changements climatiques par la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre. De toute évidence, la RDC aura un rôle de premier plan à jouer au cours de ces assises en tant que deuxième poumon de la planète. On ne le dira jamais assez, la forêt équatoriale congolaise revêt une importance cruciale dans le dispositif mondial de lutte contre les changements climatiques.

Conscient de l'enjeu, le gouvernement met d'ores et déjà les bouchées doubles espérant qu'au cours dudit forum, ses requêtes et besoins seront pris en compte

à la mesure des défis à faire face. Grâce à son important potentiel forestier et hydrographique, la RDC sera sans nul doute au centre des sollicitations au cours de cette 21e Conférence des Parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le gouvernement aurait déjà soumis au secrétariat de la conférence le document contenant sa Contribution prévue déterminée du pays (CPDN) portant sur la période 2021-2030. Le dossier confectionné avec le concours de l'Agence française de développement (AFD) donne la perception de la RDC par rapport à l'enjeu de stabilisation de l'environnement mondial.

À en croire le ministre de l'environnement qui en a révélé la teneur à la faveur de son dernier point de presse. Il rappelle que « *les besoins en financement de la CPDN/RDC s'élèvent à 21,622 milliards de dollars dont 12,54 milliards de dollars pour la mise en oeuvre des initiatives d'atténuation annoncées et 9,08 milliards de dollars destinés aux mesures d'adaptation* ». Plus concrètement, la RDC

sollicite de la COP21 cet appui financier pour assurer un meilleur accompagnement dans la lutte internationale contre les changements climatiques. L'objectif visé est de parvenir à un taux de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 17% à l'horizon 2030. Cette contribution de la RDC à l'effort mondial d'atténuation est toutefois assortie des mesures spécifiques touchant des secteurs tels que l'agriculture, la forêt et l'énergie. Cette compensation financière attendue permettra également au pays de scruter des recettes innovantes en vue d'accroître l'assiette budgétaire au plan national dans l'optique de son émergence d'ici 2030.

Pour rappel, la conférence de Paris est censée aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement climatique mondial en deçà de 2°C. Ce forum vise principalement à conclure un accord engageant 195 États à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Alain Diasso

VIE DES PARTIS

La DC lance la campagne « Congo Désir »

Cette action vise à endiguer la crise politique, sécuritaire, économique et sociale dans le pays, « qui ne fait que s'aggraver ».

Le secrétaire général de la Démocratie chrétienne (DC), Freddy Kita, a lancé, le 18 août à Paris, en France, la campagne « Congo Désir ». Pour ce haut cadre de la DC, le bien-fondé de cette campagne est d'endiguer la crise politique, sécuritaire, économique et sociale en RDC qui ne fait que s'aggraver et qui constitue, selon cette formation politique, une menace aussi bien pour la population congolaise que pour les autres peuples d'Afrique.

« Congo Désir » n'est pas, à en croire Freddy Kita, un nouveau parti politique mais plutôt une campagne politique qui vise à promouvoir un mouvement citoyen, populaire, dont l'objectif principal est celui de fédérer toutes les sensibilités politiques pour barrer la route aux promoteurs des valeurs anticonstitutionnelles qui veulent continuer à gouverner



Des militants, devant le siège de la DC, sur Colonel Ebeya, à Gombe.

par défi, en violant impunément la Constitution.

La Démocratie Chrétienne veut aussi, par cette action, attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale sur le fait que l'Afrique centrale est en train d'accroître ses dépenses militaires et la menace de nouveaux conflits pèse aussi bien sur les populations civiles que sur les états qui entourent la RDC, en ce moment si délicat où l'alternance et l'alternative politiques sont combattues par certains dirigeants africains prêts à sacrifier la paix et la stabilité de leurs pays sur l'autel de la confiscation personnelle du pouvoir d'état. La DC justifie son action par sa

crainte de voir la Majorité présidentielle multiplier des stratégies du chaos afin de se maintenir au pouvoir au delà de son deuxième mandat, alors qu'il se serait déjà prévalu d'un mandat « de fait », de 2001 à 2006 et de deux « mandats électifs contestés ».

Absence de véritable processus électoral

Le secrétaire général du parti cher au député Eugène Diomi Ndongala a fustigé l'impasse politique actuelle dans laquelle se trouve le pays. A en croire Freddy Kita, cette situation est caractérisée par l'absence d'un véritable processus électoral, l'absence de dialogue politique ainsi que la

répression politique dont la manifestation la plus évidente est « la présence de nombreux prisonniers politiques et d'opinion dont la faute consiste à réclamer plus de liberté, plus de démocratie et le respect de la Constitution en vigueur ».

Ce haut cadre de la DC a également dénoncé une politique-spectacle qui vise à convaincre surtout la communauté internationale que la RDC est en train d'organiser des élections, alors qu'un véritable et cohérent processus électoral est complètement absent, « le calendrier électoral élaboré par l'actuelle Commission électorale nationale indépendante étant déjà caduc, dépassé et atomisé alors que les ressources financières budgétisées depuis 2012 pour les élections (plus de 700 millions de dollars) ont été détournées ».

Décrivant la situation actuelle que vit le pays, Freddy Kita a noté que pour la DC, le peuple congolais ne pourra accepter plus longtemps cette « situation de tentative de coup d'Etat perma-

nent » qui passe, selon lui, entre autre, par le démembrement de certaines provinces, sans préparation financière ni logistique, qui risque de constituer un obstacle insurmontable pour la tenue des élections provinciales et locales, libérant des forces centrifuges qui pourraient provoquer la balkanisation de la RDC ; le détournement des fonds pour les élections, alors que la communauté internationale n'est pas disposée à financer des élections dont le calendrier est irréaliste et contraire aux priorités du pays, comme la subordination de l'élection présidentielle à des élections locales, jamais tenue en RDC ; l'exclusion de millions d'électeurs en droit de vote et majeurs d'âges mais qui n'auront pas le droit de voter en violation de l'art.

La campagne « Congo Désir » lancée par la DC concerne toute l'étendue du territoire de la RDC, au sein de sa diaspora très engagée, auprès des amis du Congo et ceux là qui ont choisi la RDC comme leur deuxième patrie.

Lucien Dianzenza

HUMOUR

Toseka 3 s'annonce en grande pompe

Le Festival international d'humour de Kinshasa s'affiche sur le petit écran et dans plusieurs grandes artères très fréquentées de la ville, les spots, panneaux publicitaires et affiches avec les humoristes en vedette font tout l'effet d'un compte à rebours.

Pourtant, il faudra encore attendre jusqu'au milieu de la semaine prochaine, soit le 26 août pour pouvoir enfin s'offrir une bonne dose de bonne humeur au Théâtre de verdure. La soirée Made in Congo qui a pour affiche les sept jeunes humoristes de la team Toseka Félix Kisabaka, Abelle Bowala, Ronsia Kukieluki-la, César Mansueki, Papy Musiya, Emmanuel Tara et le slameur Yekima de Bel'art va en marquer l'ouverture. À cette représentation locale s'ajoutent Dauphin Bulamatadi, Neveu national et le chanteur Jean Goubald, qui de fin blagueur qu'il était, a fini par endosser le costume d'humoriste par la force des choses. Les billets déjà en prévente à 10 000 FC, depuis le 12 août, sont disponibles jusqu'au 20 août, date après laquelle ils seront vendus à 20\$, comme souligné fin juillet lors de la dernière conférence de presse tenue par l'organisation.

Toseka 3 qui entend proposer une programmation plus variée encore que les deux précédentes éditions accueillent des humoristes de onze nations étrangères. En effet, pour avoir manqué aux Kinosis l'an dernier l'événement qui passe désormais pour le plus grand du pays entend proposer une plus grande diversité de spectacles. En charge de la partie artistique, le coordonnateur et initiateur du festival, le comédien Ados Ndombasi, a misé sur la crème de l'humour du continent. Aussi, les soirées stand-up, qui débiteront à 19 heures, donneront-ils assurément lieu à des moments inédits. Les affiches et panneaux sont parlants.



Les principaux hôtes du Festival Toseka 3

La grand-messe du rire de Kinshasa se tiendra, on le sait, avec notamment Rachid Badouri (Canada), Valéry Ndongo (Cameroun), Decothey et Le Magnific

(Côte d'Ivoire), Les Y'a nos styles, Julien De Ryuck et Donel Jack'sman (France), Oualas (Maroc) et Samandare (Tchad). Vont récidiver après avoir copieusement

amusé le public à la première édition « le Congolais d'origine belge », Kody Kim, les Rwandais Hervé Kimenyi et Michael Sengazi ; venus de Côte d'Ivoire Cléclé, Abasse et Amélie, ont fait une entrée applaudie l'an dernier à l'instar d'Omar Defunzu (Gabon) qui s'est constitué en coach des jeunes talents congolais, rôle assumé cette année par Kody Kim, le respecté ambassadeur du Festival Toseka. N'a pas voulu manquer à l'événement Agalawal, qui a fait un sacré tabac à l'édition de 2013, notamment avec son one-man-show « Affaire de président et prisonnier ». Quant aux inconditionnels de Toseka, Michel Gohou, Adama Dahico et Fortuné Bateza, présents depuis la grande première de 2012, ils vont signer leur troisième participation cette année. Mais à Toseka, c'est connu, l'animation débute bien avant les stand-up de la soirée. En effet, tout commence avec l'ouverture des portes dès 16 heures déjà. Musique, dégustation, restauration et jeux pour enfants sont à portée de main avant le grand show très attendu du public pour lequel Toseka a battu le record avec des entrées estimées à plus de 14 000 festivaliers et sur trois jours pour l'édition initiale et 17 000 pour la seconde. Il y a fort à parier que l'affluence devrait doubler vu que, pour cette fois, la manifestation se tiendra pendant cinq jours, de quoi finir en beauté les vacances.

Par ailleurs, Toseka a choisi d'inclure dans sa programmation générale des soirées After party. Elles feront suite aux shows à partir de 22 heures dans la perspective d'offrir l'occasion aux partenaires et à ceux des Kinosis qui le voudront de partager un verre en toute convivialité avec les humoristes. Ils tiendront lieu de prolongation

Nioni Masela

ART CULINAIRE

Spécial Malewa offre une vitrine à la gastronomie congolaise

Le festival focalisé sur la cuisine locale qui ouvrira ses portes au terrain Safak, le 21 août à partir de 12 heures, entend offrir aux Kinois une occasion de savourer des spécialités typiques luba, kongo, swahili et bangala ce week-end.

Organisatrice de l'événement culturel qui se tiendra du 21 au 23 août dans l'enceinte de l'ex-Athénée de la Gombe, Tania Nzeba veut de la sorte valoriser la gastronomie congolaise. Car, révoltée dit-elle, de « remarquer que la cuisine importée est fortement consommée et a tendance à prendre le dessus sur la nôtre, celle de la RDC qui est très bonne ». La directrice de l'agence Impact dit rester convaincue que la cuisine locale offre la garantie de manger de « la bonne nourriture, bio et saine sans risque de tomber malade alors que des gens meurent suite à une mauvaise alimentation ».

Inspiré du nom des gargotes et restaurants de fortune très fréquentés de la ville qui proposent des plats typiquement congolais à prix bas Spécial



Malewa poursuit une démarche de « réhabilitation » de la restauration congolaise. En effet, consciente de la mauvaise réputation dont ils sont entachés en raison des conditions d'hygiène douteuses de certains d'entre eux, elle veut à tout prix emmener leurs tenanciers à reconsidérer cet aspect. Tania Nzeba l'explique de la sorte : « En réalité, Malewa à la base veut dire manger; cela renvoie à la dégusta-

Festival culinaire Spécial Malewa
tion. Quant à sa connotation péjorative, elle tient au fait que les gens sont ignorants et les détenteurs des Malewa ne les valorisent pas en raison de la qualité des services offerts. Ils ne donnent pas sa réelle valeur à la cuisine qu'ils préparent et proposent à leur clientèle. Pourtant, le Malewa devrait représenter une valeur à nos yeux parce que c'est le lieu par excellence où l'on est certain de

déguster de la vraie cuisine congolaise, des spécialités locales cuisinées avec soin et dans le respect des traditions ou tout le moins selon les normes des communautés d'origine ».

Dès lors, souligne Tania Nzeba, vont prendre part, à Spécial Malewa des tenanciers de malewa, des traiteurs, des ménagères expérimentées qui ont choisi de proposer une spécialité de leur terroir. D'ajouter que : « les cuisines sont subdivisées selon les quatre langues nationales de RDC. Et donc, en raison de cette considération, les mets qui seront disponibles sont de consommation courante chez les locuteurs du ciluba d'une part, ceux du kikongo de l'autre, et ainsi de suite ».

Vingt-huit stands de restauration

Les restaurateurs de Spécial Malewa qui viennent dans l'esprit de présenter un met ou plusieurs de leurs tribus seront répartis en vingt-huit stands à raison de sept par langues nationales. Selon Tania Nzeba,

il aurait été difficile de créer un événement culinaire en se basant sur les provinces vu le nombre d'ethnies que recèle chacune. Mais à n'en pas douter, déjà avec la catégorisation faite, il y a lieu de croire en une grande diversité culinaire. Pour elle, Spécial Malewa sera sans conteste « un important moment de découverte car, pour chaque langue nationale, il existe des subtilités dans la cuisson où la préparation des mets, les recettes sont multiples et variées pour le poisson salé, le fufu, le pondou, etc. ».

Situé à proximité du Palais de Justice et du ministère des Affaires étrangères, le cadre qui accueillera la première édition de Spécial Malewa sera ouvert au public à partir de 12 heures. Tania Nzeba fait savoir que le droit d'entrée est soumis à l'achat d'un billet déjà en vente aux restaurants Acajou et la Chaumière ainsi qu'à l'hôtel African dream. L'événement qu'elle veut inscrire dans les annales de la sphère culturelle de la RDC, espère-t-elle, permettra aux Kinois de passer un week-end mémorable.

Nioni Masela

VIE DES CLUBS

Ngobila et Legarda requinquent le DCMP

Des milliers de supporters ont empli les gradins du stade Tata-Raphaël de Kinshasa, le 16 août, pour se rendre compte de la métamorphose de leur club de cœur, le Daring Club Motema Pembe (DCMP). En fait, c'était le début effectif de la présaison pour cette formation relooké avec l'arrivée des nouveaux joueurs recrutés en Europe et qui ont accepté l'aventure africaine en évoluant la saison qui va s'ouvrir chez les Immaculés de la capitale RD-congolaise.

C'est le résultat du grand changement qui s'opère au sein du DCMP par le président de direction du club, Gentiny Ngobila, et le co-président, le Français Henri Legarda, ancien dirigeant du Mans en France. Ce dernier a accepté de se joindre à Gentiny Ngobila afin de remettre le club sur le chemin des compétitions africaines interclubs. C'est en tout considérer l'objectif premier du club pour cette saison. Après donc la création quasi imminente de la société à objet sportif Imana Société chargée de gérer le club Daring Club Motema Pembe, il est donc question de se donner les moyens de ses ambitions avec, dans un premier temps, un recrutement efficace.

Les six joueurs recrutés par DCMP avec la bénédiction d'Henri Legarda ont été présentés le dimanche dernier à la grande famille des Immaculés. Il s'agit de Tony Huston, défenseur français de 22 ans, de Le Mans (France), passé par Hellas Vérone et Pro Vercelli (Italie), et La Louvière (Belgique) ; de Ladji Zito, milieu défensif ivoirien, 30 ans, ancien d'ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire), de Le Mans et Laval (France),

de Beveren (Belgique) et Levaldiakos (Grèce) ; de Mohamed Cissokho, milieu de terrain français, 20 ans, en provenance de Le Mans (France) ; et des attaquants Kevin Parsemain, français, 27 ans, de Le Mans passé par Evian-Thonon-Gaillard (France) et Seattle Sounders (États-Unis d'Amérique), et Salif Cissé, 23 ans, du Mans, passé par Limoges et Luçon (France). Et avant la reprise du championnat, on annonce l'arrivée d'un gardien de but, évoluant également en National en France. Ces joueurs auraient eu des garantis quant à leurs salaires, ainsi que des « primes de résultats et d'objectifs », selon Jeune Afrique. Outre les joueurs, Gentiny Ngobila et Henri Legarda ont par ailleurs renforcé le staff technique avec la nomination du Français Daniel Bréard (ancien coach de Gap, Fréjus, Nevers en France, et qui a démissionné d'Avenir Foot Lozère, club amateur de la Division d'Honneur en France, avant la première journée du championnat. Il va donc assister l'entraîneur principal, Mwinyi Zahera, qui est aussi sélectionneur adjoint des Léopards de la RDC. Le club a également

un nouveau directeur sportif, le Français Franco Torchia, lui aussi ancien du Mans. Les nouveaux joueurs se sont entraînés le 16 août avec les anciens comme Mukoko Mayayi (capitaine), Djo

Le duo Gentiny Ngobila et Henri Legarda pourrait, de l'avis de plusieurs observateurs sportifs, ramener ce club, le plus titré au niveau national (douze titres de championnat, très coupes et supercou-

aujourd'hui, les supporters sont actionnaires à hauteur de 30 %, les autres parts étant détenues par Henri Legarda, deux autres personnes et moi-même, puisque le club est devenu une Société anonyme à objet sportif ». Et en juillet 2015, il a intéressé Henri Legarda (67 ans), ancien président du Mans FC (2001-2013) lorsque le club était en L1 Française, et actuel PDG du Groupe Vallée en France, spécialisé dans le bâtiment. Les deux hommes d'affaires travaillent ensemble depuis des années.

« C'est un projet sportif et humain sur une période de cinq ans. Ngobila m'a proposé de le mettre en œuvre avec lui, j'ai accepté. Je vais investir de mon temps, puisque je vais passer une huitaine de jours par mois à Kinshasa. L'idée est de rebâtir le club. Je vais donc apporter mon expertise dans différents domaines : le sponsoring, le marketing, mais aussi le domaine sportif. Et certains de mes collaborateurs passeront du temps à Kinshasa, dont un préparateur physique et un ostéopathe. Ce que nous voulons, c'est gagner des titres », fait savoir le dirigeant sportif français. Le budget de la saison 2015-2016, en cours de finalisation, sera supérieur à 1 million d'euros, et le club a obtenu le sponsoring avec Cristal O, une marque d'eau minérale, en attendant deux autres sponsors. Le DCMP est-il de retour ? wait and see.

Martin Engimo



Henri Legarda et Gentiny Ngobila

Kipoy, Bangala Yannick, Siadi Baggio, Kodi Milambo, Musingu Tempo, Manitu Zododo, Junior Kone, Gikanji Doxa, Mbidi Cédric, Lelo Mbele Blaise, le gardien de but Losseny Dombia, Ngulubi Kilua ; et d'autres nouveaux recrutés en Afrique et localement tels, Sanogo (Espérance de Tunis/Tunisie), Ricky Tulengi (Arc-en-ciel), Mukoko (FC Corbeau), Mupola, Afizi (Lupopo, en test), Reagan Pembele (Don Bosco), Awazi, le gardien de but Matampi Ley et Patrick Wegha.

pes, à son niveau d'antan. Élu président du DCMP en août 2014, le député national et homme d'affaires Gentiny Ngobila (51 ans) a déclaré à Jeune Afrique : « Quand je suis arrivé, il y avait des manques au niveau des structures, les salaires n'étaient pas toujours payés à temps. Depuis, des choses ont été faites. On a trouvé des locaux pour installer la permanence du club, un centre de formation a été créé, 1,6 million d'euros ont été injectés, et

ALIMENTATION ET SANTE

Les desserts divers : une place de choix dans les menus ?

Les desserts sont, selon leur sens étymologique, des mets sucrés, fruits, pâtisseries, servis à la fin des repas. Dans la pratique courante « traditionnelle », ils sont considérés aussi par les consommateurs, en tout cas par ceux qui peuvent s'en offrir, comme des produits alimentaires clôturant les repas ; sans qu'ils se doutent qu'ils sont beaucoup plus.

Les desserts sont assez diversifiés et peuvent être classés en différents types selon ce qu'ils apportent comme nutriments. C'est ce qui également définit leur composition.

On trouve: les desserts lactés qui comme le nom l'indique sont constitués d'une part de produits à base de lait (yaourts, mousses, crèmes glacées, flans, fromages blancs, etc.) et d'autre part de produits à base de lait et de céréales (gâteaux de semoule et de riz, riz au lait, etc.). Il y a également les desserts à base de lait, d'œufs et de céréales (gaufres, crêpes, ...); les desserts à base de fruits crus et cuits: il s'agit dans un premier temps des fruits crus frais, congelés ou surgelés, nature, en salade ou en mousse. Il s'agit aussi des fruits cuits sous forme de compotes, confitures, fruits au sirop ou au naturel, etc... Enfin il peut s'agir de jus de fruits ou de sorbets constitués de sirops de sucre et de fruits écrasés; les pâtisseries constituées de gâteaux et tartes, etc. Elles se composent essentiellement de farine, sucre, matières grasses et œufs, mais d'autres ingrédients peuvent entrer dans leur composition ou leur garniture comme les crèmes diverses, le chocolat, les graines oléagineuses ou l'alcool. Les fritures sucrées comme les beignets ou les croquettes, etc... Elles sont pour la plupart constituées de farine ou de céréales, d'œufs et de lait.

Qu'apportent réellement les différents desserts consommés à la fin des repas ? On l'a vu, les desserts sont très diversifiés et leurs apports nutritionnels sont fonction de la qualité de leur composition ou mieux des matières premières utilisées pour leur élaboration. Les desserts à base de lait, d'œufs et de céréales présentent un apport nutritionnel intéressant en calcium, et selon les préparations, ils complètent l'apport glucidique et/ou protidique du repas. Un seul inconvénient, ils sont parfois très riches en sucres. Les desserts à base de fruits crus et cuits quant à eux, présentent une teneur intéressante en acide ascorbique (vitamine C) mais qui peut être amoindrie par la cuisson. Ils sont aussi une bonne source de minéraux et de fibres. Les pâtisseries, selon les ingrédients utilisés, apportent des quantités importantes de lipides et de sucres. Les fritures sucrées, riches en matières grasses, représentent un apport énergétique élevé.

Ainsi, selon leur composition, les desserts sont alternativement ou simultanément une bonne source de vitamine C, un apport calcique non négligeable et un complément protidique, énergétique ou glucidique.

Par Ange Koukou, Président de l'Association pour la promotion des industries agroalimentaires au Congo (APIAC)

Horizon 2025 souhaite l'implication des élus locaux dans le sport

La plateforme Horizon 2025 a exprimé ce souhait en guise de plaidoyer pour le tennis et le basketball. Dans une interview accordée aux *Dépêches de Brazzaville*, le coordonnateur national de ladite plateforme, Bienvenu Hondolo, a donné les raisons de cette motivation.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Comment la plateforme Horizon 2025 entend accompagner l'édition de Tennis et de Basket Vacances cette année et quelle est la spécificité de cette édition en cours ?

Bienvenu Hondolo (B.H) : Conformément aux objectifs de la plateforme, il est utile pour nous d'intéresser plusieurs jeunes de divers horizons à cette édition en vue d'anticiper sur leur formation professionnelle et de participer à leur éducation préventive. Cela permettra aussi de susciter de l'expression culturelle saine et de valoriser, l'éthique et l'autodiscipline sportive du tennis ainsi que du basket.

LDB : Comment se présente l'affluence des enfants par rapport aux éditions passées et l'avis des parents qui viennent avec leurs enfants ?

B.H : L'édition en cours a connu plus d'enthousiasme par rapport aux éditions dernières. Les enfants viennent avec l'idée de découvrir et de compatir entre eux. Environ 327 enfants participent à l'édition de cette année. Les parents sont très ravis parce qu'à travers ces rencontres leurs enfants se sentent occupés en cette période des vacances. Et pendant leur rencontre avec les autres, ils développent l'esprit d'équipe et renforcent entre eux, les valeurs d'unité, de solidarité, de citoyenneté et de respect des autres.

LDB: Pourquoi la plateforme Horizon 2025 a-t-elle un regard



Bienvenu Hondolo, coordonnateur national de la plate-forme Horizon 2025

particulier sur la pratique du tennis et du basket ?

B.H : A travers ces deux disciplines la plateforme entend fédérer les jeunes enfants autour des valeurs physiques, sportives, éducatives et sociales, gages d'un mieux être. La pratique de ces sports permettra d'intérioriser des différentes valeurs afin de faire de ces enfants des futurs talents dans ces disciplines.

LDB : Cette édition de Tennis et de Basket est-elle une pépinière potentielle pour les Jeux africains à venir qui pourront se passer dans n'importe quel pays du continent ?

B.H : Oui, pour mieux apprendre toute discipline sportive, il faut commencer dès le bas âge. Avec le suivi et les mesures d'accompagnement, ces enfants pourront devenir talentueux, capables de défendre la nation à travers le monde. Ces deux disciplines sportives se pratiquent sur des espaces aménagés, il y a donc lieu d'apprécier les efforts entrepris par le gouvernement de la République à travers la Fédération congolaise de tennis qui possède ses propres installations sportives.

LDB : Un mot sur l'initiation des plus jeunes au sport en gé-

néral, au tennis et basket en particulier ?

B.H : Si hier, la pratique du tennis et du basket n'était pas plus vulgarisée au Congo par rapport à d'autres disciplines sportives, aujourd'hui petit à petit c'est chose faite. Et conformément à ce stage et au plan prévu par la Confédération congolaise de tennis, les ligues ou les fédérations pourront venir ici pour détecter les meilleurs joueurs.

LDB : Aviez-vous un appel à lancer aux autorités politico-administratives locales ou nationales ainsi qu'aux parents des jeunes apprenants ?

B.H : Dans leur politique de proximité, les élus locaux devraient organiser beaucoup plus d'animations sportives et culturelles dans leurs circonscriptions respectives pour susciter l'intérêt de ces disciplines chez les jeunes. Le gouvernement de la République a mis beaucoup de moyens pour la construction des installations sportives, il faudra donc aux députés d'accompagner les efforts du gouvernement en organisant plusieurs rencontres sportives entre les jeunes dans leurs circonscriptions respectives.

Propos recueillis par Séverin Ibara

CINÉMA

Le film «le Seigneur me déteste» de Ludovic Baker bientôt projeté au public

Prélude à cette projection prévue du 21 au 30 Août dans la nouvelle salle dénommée Royal Cinéma, une conférence de presse a été animée conjointement le 18 Août par Ludovic Baker, le réalisateur et Nady Issay G, la gérante du Complexe royal qui a présenté sa structure.

Produit par Baker Production, le film Le seigneur me déteste de Ludovic Baker sera projeté en avant première à Royal Cinéma, le 21 Août puis le lendemain à Sueco.

Le seigneur me déteste, un titre qui à la fois interpelle et ne laisse pas indifférent. « Ce titre est comme un soupir, un cri de douleur. Cela arrive à tout le monde de constater que Dieu t'a tourné le dos. Qu'il ne regarde que les autres. Au bord du désespoir, certaines personnes malheureusement se suicident, ne pouvant plus contrôler leurs nerfs après une accumulation de déboires car ayant un sentiment que Dieu ne les écoute pas ou pire les déteste. Pour la plupart des



Ludovic Baker et Nady Issay G lors de la conférence de presse crédit photo «Adiac» cas, c'est un cri qui arrive quand on a un cœur serré », a dit Ludovic Baker.

Le tournage du film a commencé en décembre dernier entrecoupé de beaucoup de temps d'arrêts pour des raisons diverses. « Nous avons tourné avec les moyens dont nous disposons avec les acteurs volontaires qui ont accepté de travailler avec nous car, vous êtes sans ignorer que le cinéma au

Congo n'est pas lucratif puisqu'il n'existe aucune structure appropriée en la matière. Du coup, on a pris des acteurs avec leurs aptitudes à qui on a fait passer des formations pendant le tournage », a-t-il ajouté.

Ludovic Baker reconnaît qu'à travers le film, il fait passer un message aux mères nourricières mais aussi s'adresse aux parents qui doivent veiller sur leurs enfants en ayant

un regard minutieux sur eux. Il interpelle aussi les hommes de bien choisir la partenaire avec laquelle ils doivent mener une vie commune. Ludovic Baker croit au cinéma congolais qui, selon lui a un bel avenir, avec notamment la génération de jeunes cinéastes talentueux à qui il ne manque que le soutien. Pour cela, il est disposé à les aider à travers la Maison Baker Production.

En mettant sur pied le Complexe Royal, Nady Issay G. veut redonner l'envie du cinéma aux jeunes, comme dans les années 70-80. « Notre amour pour le cinéma, cette passion du 7^e art nous a permis d'avoir un rêve celui de reprendre quelque chose qui existait naguère à savoir les salles de cinéma avec Vog, Rio, ABC, Star, à Brazzaville et Rex, Duo, Roy à Pointe-Noire. Pour plusieurs raisons, ces salles ne servent plus pour le cinéma. Notre préoccupation était de refaire quelque chose de pareille, mais on y ajoutant les nouvelles technologies pour être en phase avec la nouvelle donne cinématographique. Notre but est

de diffuser les films et ce n'est que de cette façon qu'on peut aider les artistes et les acteurs congolais. Ainsi, disparaissent malheureusement les jeunes talents. C'est dans cette optique qu'on a décidé de travailler avec Ludovic Baker dont nous apprécions le travail, la volonté et le courage ».

Pour elle, Royal cinéma est une salle appropriée pour le cinéma d'où cet investissement réalisé afin d'offrir au public un confort et des conditions idéales dignes de grandes salles de cinéma avec une acoustique offrant une sonorisation impeccable et une lumière naturelle et tamisée. Avec ses 160 places assises, Royal Cinéma et ses équipements haut de gamme avec son écran 3D est un des joyaux du Complexe Royal équipé également des salles de conférences modulables pour les réunions et séminaires. Situé à Mpita sur l'avenue OCI et Brasco, derrière Le Colisée, le complexe Royal se veut être un lieu d'attraction qui offre au public des services de qualité.

Hervé Brice Mampouya

ECHOS DES JEUX AFRICAINS

Les Diabes rouges amorcent le dernier virage de préparation

Les athlètes congolais, toutes disciplines confondues, affûtent leurs armes pour ne pas manquer le rendez-vous historique des onzièmes Jeux africains à domicile. Les uns à l'étranger, les autres au pays avec un objectif commun : se faire une place sur les plus hautes marches des podiums. Le point sur la préparation de quelques disciplines.



Les karatékas congolais en Turquie

Karaté : les karatekas congolais sont en préparation en Turquie depuis pratiquement une semaine. Seuls les athlètes évoluant au pays ont fait ce déplacement. Ceux de la diaspora rejoindront le groupe directement à Brazzaville pour les Jeux, à en croire l'entraîneur national Fiston Moussa. Le niveau des compétiteurs, selon ce dernier, est en nette progression dans les spécialités kumité et kata. « Nous avons eu deux confrontations avec les turcs en individualité et par équipe. Les résultats sont positifs et rassurants », a-t-il dit. Seulement, la liste définitive des ath-

lètes qui seront alignés lors de ces Jeux ne sera pas disponible avant leur retour au pays dans les tout prochains jours, d'après les sources proches de la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires. Le mérite sera l'unique critère de sélection assurément.

Taekwondo : En concentration à Dolisie, dans le département du Niari, l'équipe nationale de la discipline se porte bien et n'attend plus que la compétition proprement dite, à en croire l'entraîneur Alec Mboutou Bocas. « Nous avons défini les profils des athlètes conforme-

ment aux stratégies de combat. Nous restons concentrés sur les Jeux avec l'objectif de se faire de l'or », a-t-il fait savoir.

Handball : après plus d'une semaine de préparation physique et technique à Oyo, dans le département de la Cuvette, les Diabes rouges de la discipline se sont envolés pour le Cameroun. Ils y livreront des matchs amicaux avec les grands ténors du handball camerounais pour jauger leur niveau. Les dames notamment rencontreront TKC et FAP. Les handballeurs congolais mettront ensuite le cap sur l'Angola avec cinq matchs au programme pour les dames. « Sauf modification, du 25 au 5 septembre, elles en découvrant tour à tour avec Petro, Primeiro



Les Diabes rouges de handball à l'entraînement

livré cinq matchs pour autant de victoires. L'objectif du périple était de réviser les schémas tactiques définis par le staff technique. Lesquels schémas ne resteront pas statiques puisque les adversaires en face notamment le Mozambique, l'Égypte, la Gambie, le Nigeria et le Botswana logés dans le groupe A chez les hommes, ont

parent également. C'est le cas les Diabes rouges de Tennis de table qui sont en Chine depuis près d'une année. La même chose pour ceux de Tennis qui sont actuellement dans des compétitions en Europe, lesquelles compétitions leur servent de mise en jambe pour les onzièmes Jeux africains dits du cinquantenaire dont le



Les volleyeuses

et l'équipe nationale angolaise », a expliqué Ghislaine Kinouani, chargée de communication de la Fédération congolaise de handball (Fecohand). Ces adversaires ne sont pas les moindres puisqu'elles trônent le handball continental. La Fecohand les a donc choisis en connaissance de cause.

Volleyball : les Diabes rouges hommes et dames sont rentrés du Cameroun où ils ont

aussi les leur. Pour l'heure, les volleyeurs congolais attendent, imperturbablement, l'entrée au village des Jeux et le coup d'envoi de la compétition pour montrer leur talent, peut-être au dessus de leurs adversaires. Le tout sera connu sur le terrain.

Les autres fédérations...

Dans d'autres disciplines, individuelles ou collectives, les athlètes et les officiels se pré-

cup d'envoi est prévu dans quasiment douze jours. L'heure sera alors à l'obtention des médailles promises au public sportif congolais qui jusque-là garde son mal en patience en promettant de faire le jeu dans les gradins des stades et gymnases en poussant les leur à la victoire. Athlètes et supporters auront respectivement les rôles à jouer.

Rominique Nerplat Makaya



Les Diabes rouges de Taekwondo à Dolisie

FOOTBALL OUESSO 2015

Les jeunes footballeurs de la diaspora ont participé à la fête

La Coraf a profité de l'intervalle entre les finales de la Coupe du Congo dans les deux versions pour contribuer au projet visant la détection des jeunes footballeurs.

Elle a organisé un match de gala qui a mis aux prises la sélection inter départementale du Congo à celle de la diaspora congolaise. Le match s'est soldé sur un score d'un but partout au terme du temps réglementaire. Le tout s'est joué sur les coups de pied de réparation. Hermann Moussaki a ouvert le score à la 30e minute sur un penalty à la première mi-temps. Anou Hamio Mountsouka lui a répondu de la même manière mais en début de la seconde rencontre. Lors de la séance des tirs au but, les jeunes de la diaspora

l'emportent aux tirs au but 3-1. Dans cet exercice, Paul Alain Obambi s'est révélé. Le gardien de la sélection de la diaspora a à lui seul enrayé quatre tirs au but. « Je suis vraiment content. J'avais promis à mes coéquipiers et à mon entraîneur. Et j'ai réussi à le faire », a indiqué ce jeune gardien qui comme nombreux de ses coéquipiers venaient pour la première fois de découvrir leurs origines. « Je remercie la Coraf qui a pris cette initiative. Parmi les enfants, la plupart est né en Europe



La joie des jeunes de la diaspora après leur but (Photo Adiac)

et sans jamais arriver au Congo. Ils avaient beaucoup de pressentiments négatifs et moi je loue la Coraf. Il n'y

a pas de victoire. Le souhait c'est qu'une nation, un pays et une République qui investit pour ces jeunes, c'est jamais

perdant. Il faudra que les autorités pensent à investir sur les jeunes. C'est dans ce cadre que le football peut se relancer », a lancé Jean Elie Ngoya, le coach de la sélection de la diaspora.

« Nous avons pensé que c'était quelques choses qu'il fallait appuyer et soutenir. Nous pouvons compter sur eux mais d'après les informations que j'ai pu avoir auprès du président de la fédération, ils ont quasiment tous signé pour être la relève de notre équipe nationale. Je pense que la relève des Diabes rouges seniors sera assurée », a commenté Denis Christel Sassou Nguesso, l'un des initiateurs.

James Golden Eloué.